



# L'AGENDA ... le plus complet

- Des propositions pour vos soirées
- Des descriptions d'émissions de télé
- Un horaire des cinémas par ville

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCVIII N° 70

LES SAMEDI 31 MARS ET DIMANCHE 1<sup>ER</sup> AVRIL 2007

2,20\$ + TAXES = 2,50\$

## La souveraineté peut-elle survivre?

« L'option risque d'être orpheline de son parti »



NEWSCOM

CLAIRANDRÉE CAUCHY

L'option souverainiste peut-elle survivre à la débâcle électorale du parti politique qui la porte depuis près de 40 ans? Voilà la question que se posent aujourd'hui de nombreux indépendantistes lorsqu'ils ne sont pas occupés à chercher qui, du chef ou du programme, il faut blâmer pour la déconfiture du Parti québécois.

Avec 28 % des suffrages, le PQ est passé lundi sous le seuil des «purs et durs», évalué à 34 %, soit le noyau qui voterait pour la «séparation» sans offre de partenariat avec le Canada. Pourtant, il y a moins de deux ans, l'option caracolait à 54 % dans les sondages, gonflée par le scandale des commandites. On rappelait aussi que les aînés attachés à l'identité ca-

« Depuis le début des années 2000, il y a un divorce entre le niveau d'appui à la souveraineté et celui des intentions de vote en faveur du Parti québécois »

nadienne-française étaient progressivement remplacés par les baby-boomers, que les jeunes étaient plus souverainistes et que les néo-Québécois devenaient moins réfractaires à cette idée.

Le fruit espéré n'a pas pu être cueilli et le PQ est maintenant relégué au troisième rang à l'Assemblée nationale. À l'horizon, une crise interne menace au sein du Parti québécois. «L'option souverainiste risque d'être

orpheline de son parti», fait observer le sociologue Simon Langlois, de l'Université Laval. Il croit néanmoins que le noyau dur pourrait raviver les braises souverainistes, d'autant plus que l'appui à la souveraineté oscillait toujours autour de 44 % pendant la campagne électorale (avec une question référendaire qui n'impliquerait pas de partenariat avec le Canada).

« Depuis le début des années 2000, il y a un divorce entre le niveau d'appui à la souveraineté et celui des intentions de vote en faveur du Parti québécois. On veut la souveraineté, mais on pense que les conditions ne sont pas réunies, que les astres ne sont pas alignés pour s'engager dans un référendum », fait observer le sociologue, précisant qu'auparavant, le PQ était généralement

VOIR PAGE A 10: SOUVERAINETÉ

## Kruger sort la hache

Cinq usines fermeront: 1027 mises à pied

FRANÇOIS DESJARDINS

Se disant affaibli par les mauvaises conditions du marché nord-américain du bois d'œuvre, la société Kruger a annoncé hier la fermeture temporaire de cinq établissements, en Abitibi, en Haute-Mauricie et sur la Côte-Nord. Le geste, dernier chapitre d'une crise forestière qui décime communauté après communauté, entraînera 1027 mises à pied, dont près de la moitié dans moins d'une semaine.

« Nous sommes désolés des conséquences pour nos employés. Malheureusement, les conditions actuelles du marché, marquées notamment par un ralentissement de la demande, une baisse importante des prix de vente des produits et la vigueur du dollar canadien, ne nous laissent aucun autre choix », a déclaré le vice-président aux affaires publiques chez Kruger, Jean Majeau.

Un premier arrêt touchant 403 travailleurs aura lieu dès vendredi aux scieries de Parent, en Haute-Mauricie, et de Launay, en Abitibi. Le 29 juin, Kruger arrêtera ses scieries de Ragueneau et de Forestville et un atelier de séchage et de rabotage à Longue-Rive. Ces établissements de la Côte-Nord représentent les 624 autres travailleurs. Les fermetures sont d'une durée indéterminée.

« Nous espérons qu'un redressement des conditions actuelles du marché nous permettra éventuellement de reprendre nos activités », a ajouté M. Majeau. Lors d'un entretien, il a affirmé que la compagnie avait examiné toutes les avenues possibles et s'est défendu d'avoir annoncé les fermetures dans une période de vide politique à Québec.

Le ministre des Ressources naturelles, Pierre Corbeil, a perdu sa circonscription et le premier ministre Charest n'a pas encore dévoilé son nouveau cabinet. Kruger a dit avoir avisé les députés concernés de même que le chef de cabinet de M. Corbeil.

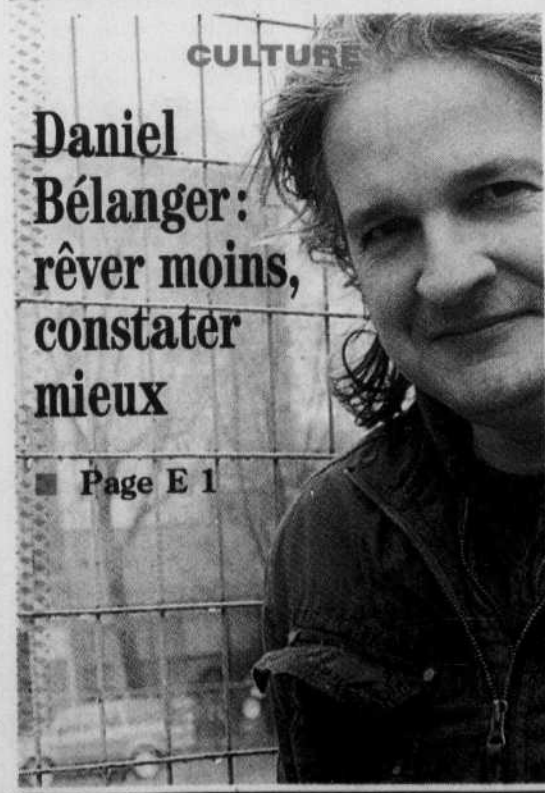
Kruger avait déjà laissé entendre, en décembre, que ses usines de la Côte-Nord étaient sous surveillance. La compagnie avait alors déploré que des calculs du forestier en chef de Québec allaient se solder par une réduction de 42 % des approvisionnements en forêt. Elle avait alors affirmé le besoin d'étudier l'impact de cette décision et de «trouver des solutions» lui permettant de fonctionner dans «des conditions viables».



La crise forestière a fait disparaître au moins 8000 emplois au Québec

■ Parti québécois: le ménage des idées, à lire en pages A 6 et A 7

VOIR PAGE A 10: OPTION



**Daniel Bélanger: rêver moins, constater mieux**

Page E 1

CULTURE

## L'homosexualité de Boisclair, un effet ambigu

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Sans les déclarations controversées de l'animateur de radio Louis Chagnon et d'un candidat adéquate, la question de l'homosexualité d'André Boisclair serait passée inaperçue dans la campagne électorale. Du moins officiellement. En effet, selon une candidate péquiste dé-

faite, le fait d'avoir un chef homosexuel a fait perdre des votes au PQ. Pas si sûr, répondent quelques experts.

C'est Rachel Gagnon qui a ramené ce débat à l'avant-plan jeudi, à la sortie du premier caucus du Parti québécois depuis les élections de lundi. «Est-ce que les Québécois sont, de façon générale, prêts à bien vivre

VOIR PAGE A 10: BOISCLAIR



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

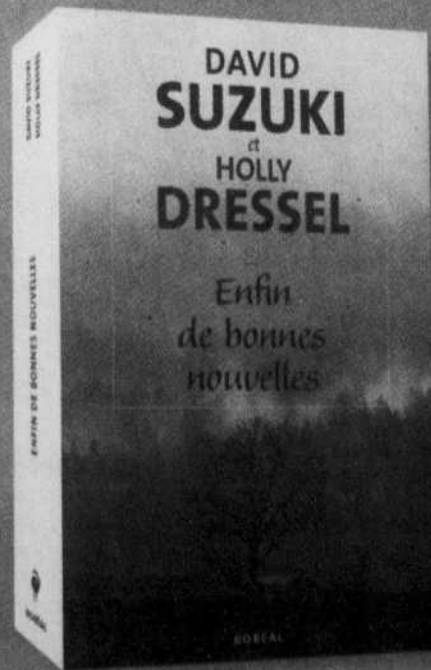
INDEX

Actualités..... A 2	Idées..... B 5
Annonces..... C 8	Monde..... A 8
Avis publics... C 6	Mots croisés. D 5
Bourse..... C 2	Météo..... C 7
Carrières..... C 5	Perspectives... B 1
Décès..... C 8	Rencontres... D 2
Économie..... C 1	Sports..... C 9
Editorial..... B 4	Sudoku..... C 8



ENFIN DE BONNES NOUVELLES

Mille et un moyens d'aider la planète.



560 pages • 22,95 \$

Boreál  
www.editionboreal.qc.ca

## LES ACTUALITÉS

Le chef du Parti libéral du Canada commente la montée de l'Action démocratique

## Les Québécois n'ont pas viré à droite, selon Dion

SYLVAIN LAROCQUE

La montée fulgurante de l'Action démocratique de Mario Dumont aux élections de lundi ne signifie pas que le Québec a viré à droite, a estimé hier le chef du Parti libéral du Canada, Stéphane Dion, qui y voit un simple vote de protestation.

«Je ne crois pas que les Québécois ont une tendance vers la droite», a déclaré M. Dion en point de presse à Montréal hier. «Je crois qu'ils ont émis, dans le cas de M. Dumont, un vote de protestation.»

De passage dans la métropole pour visiter un centre de la petite enfance et rencontrer des femmes d'affaires, M. Dion s'est dit convaincu que le gouvernement de Stephen Harper serait happé par une contestation semblable

aux prochaines élections fédérales, dont il entrevoit le déclenchement d'ici deux semaines.

«Il y a beaucoup de raisons de protester contre le gouvernement de M. Harper, a soutenu le chef libéral. Et ce vote de protestation, il n'en bénéficiera pas. Nous, on va donner aux gens le goût du vote d'action. [Et] le Bloc, c'est aussi un vote de protestation.»

Le fort appui à l'ADQ traduit des préoccupations à l'égard des pertes d'emplois, du fardeau fiscal élevé et de la pauvreté, a analysé Stéphane Dion.

Selon lui, quand viendra le temps du scrutin fédéral, les Québécois se rangeront derrière les idées libérales en ce qui a trait à la compétitivité de l'économie canadienne, à l'environnement et à la mission canadienne en Afghanistan.

«Je suis sûr que le projet ambitieux et généreux que je porte, ainsi que mon parti, sera très bien reçu par les Québécois comme par l'ensemble des Canadiens», a-t-il affirmé.

M. Dion est toutefois demeuré évasif quand on lui a demandé ce qu'il comptait faire concrètement pour regagner des sièges au Québec, vu la similarité entre l'électorat libéral au provincial et au fédéral. Lundi, le PLQ a enregistré son pire score, en pourcentage, depuis 1867.

«On va rebondir et on va grimper à un nouveau plafond [de députés libéraux fédéraux]», a-t-il juré.

Le député de Saint-Laurent-Cartierville a souligné que, malgré la déconfiture du Parti québécois lun-

di, le mouvement indépendantiste n'était pas mort. Il a néanmoins avancé que la promesse péquiste de tenir un référendum «à tout prix» avait été «une erreur» et qu'André Boisclair en avait «payé le prix».

## Pubs conservatrices

Quant aux nouvelles publicités négatives que prépareraient les conservateurs contre lui, elles prouvent d'après lui que le parti au pouvoir «sous-estime l'intelligence des Canadiens».

Stephen Harper a de la difficulté à «remplir 30 secondes [avec] quelque chose de positif sur son gouvernement», a lâché M. Dion, en ajoutant que les messages conservateurs étaient inspirés, d'après lui, par ceux de George W. Bush aux États-Unis.

«Je vais répliquer, mais pas de façon négative», a-t-il assuré.

Même s'il a fait de l'environnement son cheval de bataille depuis plusieurs mois, Stéphane Dion a convenu hier que la prochaine campagne fédérale se jouerait d'abord sur des questions économiques, y compris la réduction des impôts, qu'il juge «écrasants» pour les familles.

«Nous ne voulons pas d'élections, mais nous serons prêts et nous gagnerons», a-t-il promis.

Pendant les deux semaines du congé parlementaire de Pâques, le chef libéral parcourra le pays pour dénoncer le budget conservateur qui a, entre autres, augmenté les transferts fédéraux aux provinces.

Presse canadienne

OGM:  
Fatima  
Houda-Pépin  
s'impatiente

FABIEN DEGLISE

On peut faire mieux. L'ex-présidente de la Commission parlementaire de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation (CAPA), Fatima Houda-Pépin, a reconnu hier que l'inertie du gouvernement sur la question de l'étiquetage obligatoire des organismes génétiquement modifiés (OGM) ne répondait pas vraiment à ses attentes ni même à celles des députés, toutes couleurs politiques confondues, qui, il y a trois ans, ont «unanimentement recommandé» à Québec d'agir dans ce dossier.

Mme Houda-Pépin compte par ailleurs poursuivre ses pressions dans les prochains mois sur la nouvelle équipe de Jean Charest pour lui rappeler ses devoirs, a-t-elle indiqué au *Devoir* lors d'un entretien téléphonique.

«Je ne jette pas l'éponge, a dit Mme Houda-Pépin, qui vient de se faire réélire dans la circonscription de La Pinière sous la bannière libérale. Je vais poursuivre mon travail de sensibilisation et je compte aussi aller luncher avec le prochain ministre de l'Agriculture afin de discuter avec lui des recommandations de la CAPA.»

En juin 2004, au terme de plusieurs mois de consultation, la commission a recommandé en effet à Québec d'opter «pour l'étiquetage obligatoire des aliments génétiquement modifiés», mais aussi «d'exercer des pressions sur le gouvernement fédéral afin de faire adopter une norme d'étiquetage obligatoire des produits issus du génie génétique, plutôt que la norme volontaire [actuellement en place au Canada]», peut-on lire dans le rapport final du groupe de travail intitulé *La sécurité alimentaire: un enjeu de société, une responsabilité de tous les intervenants de la chaîne alimentaire*.

Dans la même veine, les députés ont également suggéré à la même époque d'appuyer «la recherche sur les impacts des biotechnologies afin d'évaluer les avantages et les risques.»

Or, trois ans plus tard, l'étiquetage obligatoire des OGM ne semble toujours pas dans les plans du gouvernement. Pis, promesse électorale en 2003, cette idée a été retirée du programme du Parti libéral du Québec (PLQ) à la dernière campagne.

Par ailleurs, lors de son dernier mandat, l'administration Charest a justifié son manque d'entrain par l'attente des conclusions d'une étude économique sur l'étiquetage obligatoire. Effectué par le chercheur Martin Cloutier de l'UQAM, le travail a été livré au ministre de l'Agriculture en octobre dernier. Dans les grandes lignes, l'universitaire ne recommande pas ce type d'étiquetage et précise que la facture pourrait atteindre les 200 millions de dollars.

«La question des coûts est effectivement importante, mais ce n'est pas le seul élément à considérer, a déclaré Mme Houda-Pépin. Le droit du public à l'information est aussi fondamental.»

Selon différents sondages menés au cours des dernières années, la population du Québec se dit en faveur d'une telle transparence dans des proportions variant de 79 à 90 %. La députée de La Pinière ne croit toutefois pas que la situation minoritaire des libéraux pourrait empêcher le gouvernement de répondre favorablement à la demande des consommateurs et aux recommandations de la CAPA. «Cet engagement interpelle tous les parlementaires indépendamment de la ligne de parti», croit-elle.

Le Devoir

EN BREF

Le prix  
Génome Québec

Pour avoir mis au point deux tests de diagnostic rapides qui permettent d'identifier l'ADN des microbes en moins d'une heure au lieu de 48 heures, le Dr Michel G. Bergeron, s'est vu remettre le prix Génome Québec, catégorie «Biotechnologie de demain», décerné pour la première fois dans le cadre du Gala des prix Genesis 2007. Le président et directeur général de Génome Québec, Paul L'Archevêque a salué le «bâtisseur» qui s'est illustré à la fois comme directeur du Centre de recherche en infectiologie (CRI) à l'Université Laval mais aussi comme homme d'affaires grâce à Infectio Diagnostic Inc (IDI) aujourd'hui BD Diagnostic-GeneOhm, qui fabrique et commercialise ses inventions. Récipiendaire du prix Wilder-Penfield en 2005, le Dr Bergeron siège à plusieurs comités, a présidé bon nombre de sociétés scientifiques canadiennes et internationales. — *Le Devoir*

## Des aliments pour animaux contaminés par de la mélamine

TOBI COHEN

Toronto — Le président de Menu Foods affirme que la source de la contamination qui a obligé l'entreprise à procéder à un rappel de dizaines de millions d'emballages de ses produits à travers l'Amérique du Nord a maintenant été identifiée: la mélamine.

Paul Henderson assure que les produits fabriqués depuis le 6 mars sont sûrs. Il explique toutefois qu'il n'est pas encore clair comment de la mélamine, une substance utilisée dans la fabrication du plastique, a

pu se retrouver dans les aliments contaminés. La mélamine est aussi utilisée comme engrais en Asie, mais son usage à cette fin est interdit aux États-Unis.

M. Henderson précise que la contamination a été associée à du gluten de blé chinois obtenu d'un nouveau fournisseur américain, et que cet approvisionnement a depuis été interrompu.

Il a refusé de nommer le fournisseur, expliquant que les autorités américaines mènent leur enquête.

La contamination a mené à l'un des plus importants rappels de pro-

duits de l'histoire de l'Amérique du Nord, et des preuves anecdotiques laissent croire que des centaines, voire des milliers d'animaux domestiques ont été touchés.

M. Henderson a révélé que quelque 300 000 appels ont été reçus à la ligne d'aide mise sur pied par Menu Foods.

«Nous sommes furieux qu'une source extérieure à la compagnie ait dénaturé le produit, entraînant ces pertes regrettables, a déclaré M. Henderson lors d'une conférence de presse. Nous tous, chez Menu Foods, voulons exprimer notre sympathie

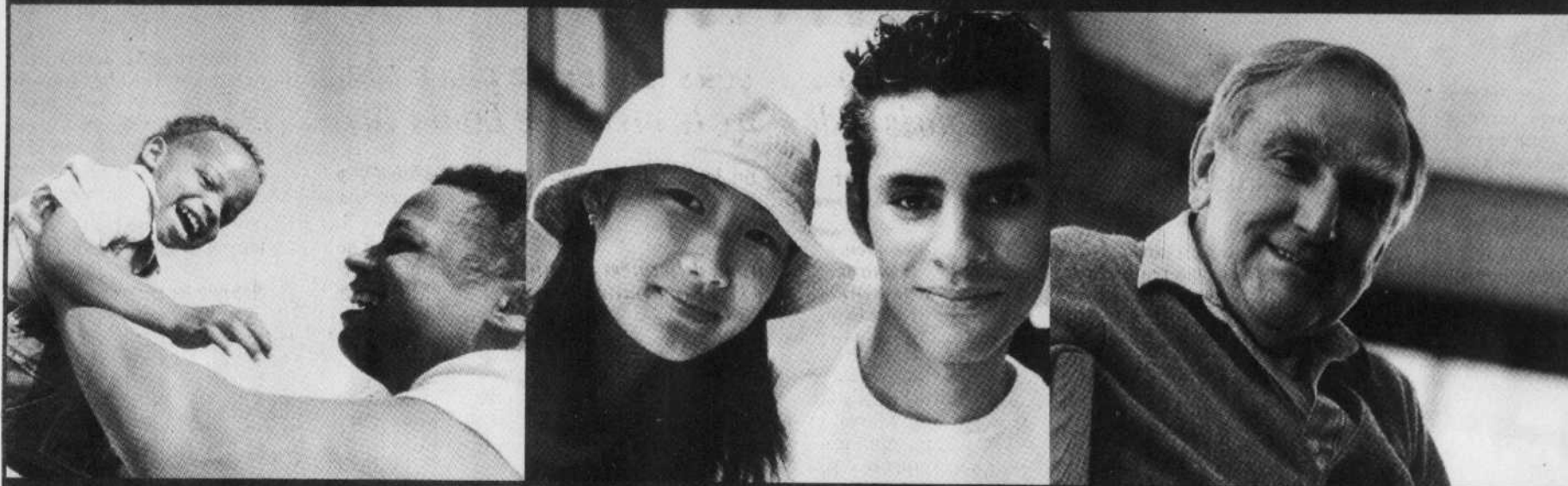
aux gens qui ont dû composer avec la maladie ou la perte de leur animal.»

Plus tôt hier, des responsables américains avaient révélé que les aliments contaminés contenaient un produit chimique utilisé dans la fabrication du plastique, mais que les tests gouvernementaux n'avaient pu confirmer la présence d'un poison à rat, l'aminoptérine, découvert dans la nourriture par des scientifiques du New York State Food Laboratory.

La FDA tente maintenant de s'assurer que ce gluten n'a pas été utilisé dans la fabrication d'ali-

ments destinés aux humains, mais elle n'est au fait d'aucun risque pour l'instant. La FDA a aussi expliqué qu'elle ne peut affirmer avec certitude que la mélamine a entraîné la mort de centaines de chats et chiens.

Des scientifiques de l'université Cornell avaient décelé de la mélamine dans l'urine de chats malades, ainsi que dans les reins d'un chat qui est mort après avoir consommé les aliments de Menu Foods.

Presse canadienne  
et Associated PressUN ACCÈS FACILE À TOUS  
LES PROGRAMMES ET SERVICES  
DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Service Canada, un accès facile à toute l'information relative aux programmes et services offerts par le gouvernement fédéral, comme la Sécurité de la vieillesse, l'obtention d'un numéro d'assurance sociale, notre banque d'emplois, l'assurance-emploi et bien plus.



COMPOSEZ : 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ATS : 1 800 926-9105

CLIQUEZ : [servicecanada.ca](http://servicecanada.ca)

OU VISITEZ un centre Service Canada

Consultez notre site Internet ou composez le 1 800 O-Canada pour obtenir la liste des centres de service près de chez vous.

Service  
Canada  
Au service des gens

# POLITIQUE

**Bijouterie Gambard**  
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE  
MONTREAL (514) 866-3876

**ROLEX**  
Vente et service

## Jean Pelletier remporte une autre victoire contre Ottawa

ISABELLE RODRIGUE

Ottawa — Évincé de ses fonctions à deux reprises par le gouvernement, l'ancien président du conseil d'administration de Via Rail, Jean Pelletier, a obtenu hier une troisième victoire devant les tribunaux contre le gouvernement fédéral.

Le juge François Lemieux, de la Cour fédérale, conclut que le gouvernement n'a pas agi correctement en congédiant une deuxième fois M. Pelletier en décembre 2005, quelque temps après un premier jugement qui annulait sa destitution à la tête de Via pour cause d'inconduite.

Dévoilé hier, le jugement critique l'ancien ministre des Transports Jean Lapierre qui, par ses propos, a soulevé des doutes raisonnables de partialité. Le juge estime aussi que l'ex-ministre aurait dû consulter le conseil d'administration de Via Rail avant de formuler sa recommandation, comme l'exige la procédure en place.

Pour ces deux raisons, le tribunal ordonne l'annulation du décret de la destitution de M. Pelletier, l'ancien chef de cabinet de Jean Chrétien.

Il s'agit de la troisième victoire de M. Pelletier dans toute cette saga judiciaire, qui remonte à 2004.

Hier, M. Pelletier a refusé de commenter cette victoire, disant vouloir réserver ses réactions une fois que toute cette affaire sera terminée.

Cet ancien maire de Québec réclame devant la Cour supérieure du Québec la somme de 3,7 millions de dollars en dommages moraux et exemplaires de la part du gouvernement du Canada pour atteinte à sa réputation.

Celle qui le représente devant les tribunaux, M<sup>me</sup> Suzanne Côté, a commenté brièvement. «On est très heureux», a-t-elle souligné.

Rappelons que ce proche de Jean Chrétien avait été remercié, en mars 2004, par le gouvernement de Paul Martin à la suite de ses commentaires désobligeants à l'endroit de la championne olympique Myriam Bédard, qu'il avait qualifiée «de pauvre fille qui fait pitié, une fille qui n'a pas de conjoint».

M. Pelletier avait contesté son congédiement devant la Cour fédérale, qui lui avait donné raison une première fois en novembre 2005, un jugement maintenu par la Cour d'appel fédérale en janvier 2007.

Le tribunal faisait valoir que le gouvernement avait traité M. Pelletier de façon inéquitable en le remerciant pour inconduite, sans l'avoir informé au préalable de ce qu'on lui reprochait et sans lui avoir donné l'occasion de s'expliquer.

En 2005, réfutant les conclusions de ce jugement, le gouvernement libéral de l'époque maintenait ne plus avoir confiance en M. Pelletier et avait décidé d'adopter un autre décret pour le congédier une deuxième fois, cette fois en lui permettant de s'expliquer avant la décision ultime.

Refusant ce sort, M. Pelletier avait décidé de contester ce deuxième congédiement devant les tribunaux, alléguant un manque de partialité du ministre Lapierre.

Dans son jugement d'une trentaine de pages, le juge Lemieux lui donne raison. Le juge retient surtout les paroles prononcées aux Communes par M. Lapierre, le 21 novembre 2005, trois jours après le premier jugement prononcé en faveur de M. Pelletier.

L'ex-ministre déclarait alors que les motifs présents «en mars 2004 pour destituer M. Pelletier sont toujours valables» et qu'il enclenchait le processus pour entendre le principal intéressé. Il ajoutait: «Il est évident que M. Pelletier n'a plus notre confiance pour présider le conseil de Via Rail.»

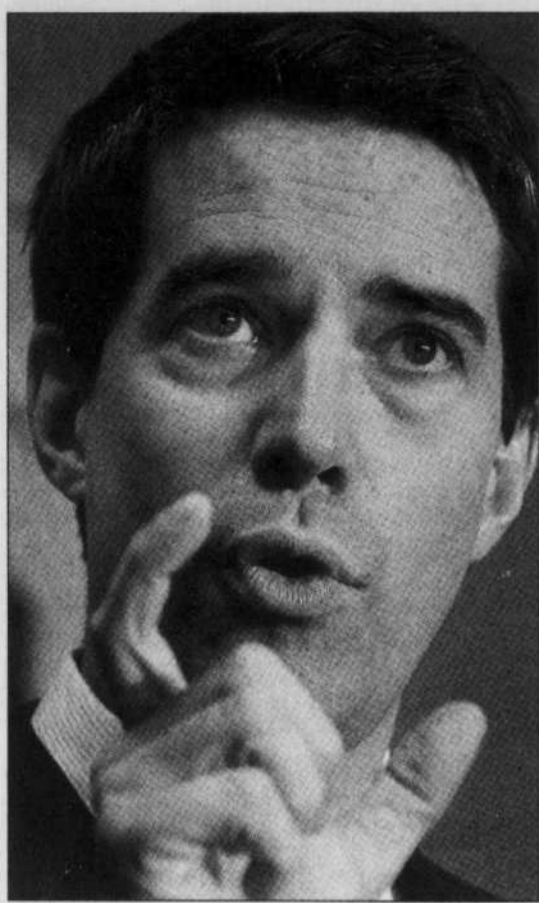
De l'avis du juge Lemieux, cette déclaration démontre que l'idée de M. Lapierre était arrêtée avant même qu'il n'entende la version de M. Pelletier.

Presse canadienne

## Le PQ doit éviter le « psychodrame d'une course à la chefferie », dit Boisclair

Le chef péquiste demande du temps pour analyser l'échec

ISABELLE PORTER



André Boisclair

CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

Québec — La remise en cause de son leadership a beau être sur toutes les lèvres, André Boisclair repousse l'éventualité d'une course à la chefferie et prie ses militants de miser sur la «stabilité». Le Parti québécois, dit-il, a besoin de temps, pour «analyser» l'échec du scrutin de lundi.

«C'est le temps en ce moment de resserrer les rangs. Je lance cet appel à l'unité aux membres du Parti québécois. Nous allons entreprendre des démarches d'analyse qui ne se feront pas de façon instantanée, spontanée, dans les prochaines heures. C'est un travail sérieux», a-t-il déclaré à la sortie de la première réunion de son caucus depuis les élections du 26 mars. Tout en convenant que la situation est «plutôt difficile», M. Boisclair s'est montré aussi souriant qu'optimiste. Questionné sur l'éventualité d'un congrès du PQ en juin — ce qui impliquerait un vote de confiance —, il a insisté sur l'appui que lui avaient donné ses députés en caucus. «La discussion est déjà bien commencée avec les députés. Je suis très, très content de l'appui qu'ils m'ont offert, ils ont le goût de faire équipe avec moi.»

Donc, pas question pour l'instant d'une course au leadership. «Je pense qu'en ce moment, la dernière chose dont on a besoin, c'est de se lancer dans le psychodrame d'une course à la chefferie; je pense que ce qu'il faut en ce moment, c'est de la stabilité.»

Ce qui n'empêche pas le chef du Parti québécois d'encourager les discussions sur une remise en cause du calendrier référendaire. «Je suis content de voir qu'il y a déjà plusieurs députés qui émettent la même opinion que moi», a-t-il déclaré, à propos des commentaires faits en matinée par François Legault et Bernard Drainville. Ce dernier a clairement remis en question la nécessité de tenir un référendum rapidement: «Est-ce qu'il faut absolument dire aux Québécois

qu'il y aura un référendum à tout prix dans le premier mandat? Je n'en suis pas certain.» Une idée martelée par M. Boisclair en point de presse: «Si les Québécois avaient souhaité un référendum rapidement, ils nous auraient élus, puis à l'évidence, ce n'est pas le cas.»

### Un nouveau budget sans baisses d'impôt

Cherchant à détourner l'attention de la crise que traverse son parti, le chef du Parti québécois a relancé Jean Charest, à qui il demande maintenant de déposer un nouveau budget. Ce budget, plaide-t-il, doit prendre en compte les recommandations du vérificateur général Renaud Lachance, qui reprochait, en octobre, au gouvernement libéral de dissimuler certaines dépenses et l'existence d'un déficit de 153 millions de dollars en 2005-06. «Si M. Charest nous dit qu'il a compris les messages de la population, je l'invite à une plus grande transparence dans la gestion des finances publiques.»

M. Boisclair demande en outre au premier ministre de revenir sur ce qu'il a annoncé durant la campagne électorale et d'allouer les transferts fédéraux, non pas à des baisses d'impôt, mais à un réinvestissement dans les services. «Elle est là, la clé, les gens souhaitent de meilleurs services en santé, en éducation. Je pense que la première chose que doit faire le premier ministre, c'est entendre ce message.»

Enfin, à la lumière de la fermeture de cinq usines annoncée hier par la compagnie Kruger, le chef du PQ réclame de l'aide pour les régions ressources et le secteur manufacturier. «C'est un millier de travailleurs qui sont affectés à la fois sur la Côte-Nord ainsi qu'en Abitibi et dans la Mauricie. [...] Je demande donc au premier ministre d'accélérer la réduction de la taxe sur le capital.»

Collaboratrice du Devoir

## Le Nunavut veut adopter sa propre loi 101

« Si vous allez dans un restaurant, vous ne verrez pas de menu en inuktitut. Tout est en anglais », déplore le ministre Louis Tapardjuk.

BOB WEBER

Edmonton — Par des mesures rappelant la loi 101 québécoise, le gouvernement du Nunavut a déposé deux projets de loi qui imposeraient l'utilisation de l'inuktitut dans les lieux publics comme les restaurants, les écoles ou les bureaux.

«Nous voulons protéger la langue des Inuits pour l'avenir», a expliqué le ministre de la Culture, de la Langue, de l'Éducation et de la Jeunesse, Louis Tapardjuk. «Ça aura un impact sur tous nos enfants, nos familles, nos communautés, nos entreprises, nos écoles et nos gouvernements.»

M. Tapardjuk a déposé deux projets de loi sur les langues au Nunavut. Le premier, une loi sur les langues officielles, ferait de l'anglais, du français et de l'inuktitut les langues officielles du territoire. Le second, une loi sur la protection de la langue inuite, imposerait l'utilisation de l'inuktitut sur les panneaux de signalisation et dans le secteur des services afin de faire en sorte que l'utilisation des trois langues demeure sur un pied d'égalité.

L'affichage en inuktitut devrait ainsi être «au moins aussi visible que n'importe quel autre affichage utilisé» pour les «services essentiels».

Ces services essentiels englobent presque tous les secteurs d'activité du Nunavut: les services d'ur-

gence, la restauration, les hôtels, les services publics, les télécommunications et les autres services jugés «essentiels en raison de leur nature ou de leurs conséquences».

«Quand nous parlons de services essentiels, ça touche presque toute l'industrie touristique et le secteur de la vente au détail», a affirmé M. Tapardjuk. Toutes les institutions publiques ou privées devront offrir un service au public en inuktitut et en français ou en anglais.

Le projet de loi ajoute aussi que les enfants inuits ont le droit à une éducation en inuktitut, même si le matériel pédagogique est rare dans cette langue. Il propose également la création d'un bureau qui déterminera l'utilisation officielle et la création de nouveaux mots.

La loi 101 québécoise, qui dicte l'utilisation du français dans la province, a été une des inspirations pour ces projets de loi, selon M. Tapardjuk. «C'est la direction que le Nunavut voulait prendre», a-t-il indiqué.

Comme le français l'était au Québec, l'inuktitut est menacé par l'utilisation de l'anglais. «Si vous allez dans un restaurant, vous ne verrez pas de menu en inuktitut. Tout est en anglais», a déploré le ministre. Dans les magasins régionaux, la majorité des clients sont des Inuits, mais la majorité de l'affichage est en

anglais. On se demande qui est vraiment servi.»

Si ces lois sont adoptées, elles seront appliquées par un commissaire aux langues qui fera rapport directement au gouvernement. Il agira en fonction des plaintes reçues.

M. Tapardjuk a précisé que les pénalités pour ceux qui enfreindraient la loi n'ont pas encore été établies.

Une étude de Statistique Canada, publiée la semaine dernière, indiquait que l'inuktitut était une des langues autochtones les mieux préservées au pays. Plus de la moitié des 30 000 Inuits du Canada le considèrent comme leur langue maternelle et c'est la langue la plus souvent parlée à la maison par 43 % d'entre eux. Toutefois, l'utilisation de l'inuktitut décline chez les jeunes, moins susceptibles de le parler couramment.

M. Tapardjuk s'attend à une certaine opposition du milieu des affaires en raison des coûts associés à la mesure, mais il espère que les lois seront adoptées d'ici la fin de la session parlementaire.

Le ministre a estimé que ces projets de loi sont peut-être uniques au monde. «Nous ne connaissons aucune loi comme notre projet de protection de la langue, a-t-il dit. La plus proche que nous pouvons citer est la loi 101 au Québec.»

Presse canadienne

### EN BREF

#### Les cours de français boudés

Ottawa — Même si leurs connaissances de la langue de Molière demeurent limitées, près du tiers des cadres de la Ville d'Ottawa n'ont pas suivi un seul cours de français au cours de l'année 2006 afin de leur permettre de respecter les critères de bilinguisme reliés à leur poste. Selon un document obtenu de la Ville d'Ottawa par le biais de la Loi d'ac-

cess à l'information, 16 cadres sur un total de 34 ne sont toujours pas en mesure de parler en français, dont quatre qui sont toujours au niveau débutant. Sur ces 16 employés de gestion, pas moins de 10 n'ont pas jugé bon suivre un seul cours de français en 2006, et ce, même s'ils s'étaient engagés à atteindre un certain niveau de bilinguisme à leur em-

bauche. La Ville demande à ces cadres d'apprendre le français pour qu'ils puissent parler directement avec les citoyens et avec le personnel municipal francophone dans leur langue maternelle, comme le veut la politique municipale de bilinguisme. En milieu minoritaire, cette mesure a pour objectif de freiner les ravages de l'assimilation. — PC

**ICÔNES BYZANTINES**  
Cadeaux de prestige

Cœuvres de Rosette Mociornitza  
450 656-0188  
www.iconesmociornitza.com

Par un collectif  
Sous la direction de Jean-Marie DEBUNNE  
**Collection Labyrinthes**  
La tradition bouddhiste • La tradition hindoue  
La tradition islamique • La tradition chrétienne  
La tradition juive • La spiritualité amérindienne  
Le phénomène religieux  
Éthique et culture religieuse au secondaire  
Toutes les revues à 16,10 \$ chacune  
excepté Le phénomène religieux à 20,80 \$  
Les éditions LA PENSÉE  
514-848-9042  
En vente dans toutes les librairies  
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.  
Montréal  
514.845.5545  
LA FORCE DU DROIT

**VENTE AUX ENCHÈRES**  
2, 3 et 4 AVRIL 2007 À 19 H 30  
EXPOSITION  
Du samedi 31 mars aux jours des ventes, de midi à 17h au 872 rue du Couvent.

**IEGOR**  
HOTEL DES ENCANS

BRAQUE, Georges (1882-1963)  
FORTIN, Marc-Aurèle ARCA (1888-1970)  
RICHARD, René Jean RCA (1895-1982)  
PICASSO, Pablo (1881-1973)  
LEMIEUX, Jean-Paul RCA (1904-1990)  
ROBERTS, William Goodridge (1900-1974)

Puis de 130 œuvres

**SAQ**

Mercredi 4 avril 2007 à 19h30  
Antiquités, Objets d'Art et Meubles

Mercredi 4 avril 2007, à 19h30  
Vente aux Enchères de Grands Vins Millésimés  
Près de 1000 bouteilles  
Provenant en grande partie de la cave du restaurant les Halles  
Exposition: le jour même, à partir de midi

872 Rue Du Couvent :: H4C 2R6 :: Montréal ::

Tel: 1 (514) 344-4081  
Fax: 1 (514) 344-4125  
iegor.net

# LES ACTUALITÉS

## Jetables et remplaçables



Gil Courtemanche

Dans les «voix pop» qui se sont multipliés dans les jours qui ont suivi les élections de lundi, le mot qui revenait le plus souvent était «changement» et la phrase la plus populaire était : «C'était le temps de lui donner sa chance.» Lui, bien sûr, c'était Mario, et on prononçait cette phrase avec une sorte d'insouciance quant aux poids et aux conséquences de cette chance. Comme s'il était normal et juste que le garçon qui attendait patiemment son tour pour jouer dans le grand club se voit donner l'occasion de démontrer enfin ses talents. Le troisième refrain que j'ai entendu souvent fut : «Ca ne peut pas être pire», sous-entendant une sorte de fatalisme totalement désabusé devant l'offre politicienne.

Si ces mots reflètent un tant soit peu les motivations de l'électorat lundi, et je le pense, on peut donc dire que l'ADQ a profité d'une sorte de cynisme d'une partie des électeurs. Ce cynisme a toujours été présent. Il traduit en votes le langage des médias populistes qui soutiennent que tous les politiciens sont pareils, assoiffés de pouvoir ou même corrompus. C'est la concrétisation de l'expression «blanc bonnet, bonnet blanc», qui illustre une croissante désaffection à l'égard de la légitimité et de la nécessité du politique. Faut-il ajouter à ce sujet que, contrairement à ce que prédisaient les observateurs et les spécialistes, seulement 70 % des citoyens se sont présentés aux urnes?

Dans la phrase «Il faut lui donner sa chance», on retrouve à la fois l'insouciance et le désespoir. Le désespoir, c'est celui de Guy Carboneau, qui décide de confier le sort de son équipe à Halak, un jeune gardien de but de vingt et un ans. Dans ce désespoir, on entend aussi le «Ca ne peut pas être pire» évoqué plus haut. Cette attitude recouvre cependant un autre sentiment : l'enjeu n'est ni tragique, ni important, les résultats n'auront pas une grande influence sur nos vies et puis, dans le fond, on s'en fout. Essayons-le et puis on avisera. Voilà l'insouciance.

1. Finalement, la soif de changement. Dans les cinquante dernières années, le contenu et le sens de ce mot ont beaucoup évolué. Je suis d'une génération née à une époque où le «changement» était synonyme de menace pour le cocon moelleux et paternaliste dans lequel évoluait la société québécoise. Le mot commença à rimer avec progrès à la fin des années 1950 et le slogan libéral de 1960, «C'est le temps que ça change», symbolisait une incroyable envie de rompre fondamentalement avec le passé, d'ouvrir grandes les fenêtres de la maison close et de se lancer dans l'aventure de la construction d'une société

moderne et radicalement différente. Il en fut de même pour les élections de 1962, qui proposaient avec la nationalisation de l'hydroélectricité un bouleversement profond de la structure économique du Québec. Lors de ces deux élections, c'est à un programme de changement réel qu'on adhérait en choisissant entre deux visions radicalement différentes de la société. Il en fut de même en 1976 avec l'élection du Parti québécois. À ce moment, le mot «changement» disait progrès, mais aussi rupture et audace. Le changement proposait la souveraineté-association, mais bien plus encore : l'assurance automobile, le zonage agricole, le rôle moteur de l'État dans le développement économique, etc.

Aujourd'hui, ce mot a perdu beaucoup de son sens. Nous vivons dans une société de changements permanents, dans une société où tout semble interchangeable. Changement n'est plus synonyme de rupture. Dans cet univers de consommation et d'individualisme, le changement pour le changement est devenu une sorte de mode de vie. Changer d'ordinateur pour ajouter quelques bits ou quelques puces nouvelles est normal et changer de voiture ne fait pas l'objet d'une longue réflexion, comme si on faisait un geste important. Le changement n'est plus un choix, mais un réflexe facile, presque automatique. On change parce que le changement ne menace plus ; il séduit et amuse.

Les nouveaux adéquistes, j'en ai rencontré plusieurs, n'ont pas eu l'impression de changer de produits, de choisir une autre vie, ils n'ont eu aucunement l'idée de prendre un risque. Ils ont changé de marque de commerce. Ils ont choisi Mario plutôt que Jean. Ils n'ont pas choisi l'ADQ, qui n'existe pas, mais un malin plombier qui a promis de faire disparaître les petits défauts qui agacent dans le bungalow québécois : les bulletins sans chiffres, les assistés sociaux qui ne veulent pas travailler, les prisonniers qui engraisent «sur le bras» des contribuables, les hasidims qui givent les vitres, les trois burqas qui font injure à notre paysage et les structures inutiles, tous ces conseils et toutes ces commissions administratives regorgeant de bureaucrates parasites.

Dans le vote de lundi, il y a un peu de tout cela, mais surtout le sentiment que changer ne comporte aucun risque, comme si les partis et les personnes étaient interchangeables. Le choix politique s'est transformé en choix de consommateur. Les produits sont jetables et remplaçables, et ils doivent convenir, non pas à une idée de la société, mais à l'identité de l'individu, de la communauté locale et du petit groupe d'intérêts.

Bien sûr, il y a le Québec profond que l'on a toujours ignoré et souvent ridiculisé, la désaffection souverainiste, mais il y a surtout ce paysage politique uniforme que les partis ont créé en s'efforçant de gommer les différences pour mieux atteindre le plus grand dénominateur commun. Dans ce genre de paysage gris et brumeux, il est parfois difficile de faire la différence entre un nid de poule et une crevasse.

Collaborateur du Devoir

## La FTQ s'inquiète du recul du français au travail

STÉPHANE BAILLARGEON

Environ la moitié des Québécois francophones qui travaillent dans les deux langues dans le secteur privé communautaire principalement en anglais avec leurs supérieurs, leurs collègues et leurs subordonnés anglophones. L'usage du français décroît encore avec les allophones arrivés récemment au pays. Plus de la moitié des quelque 40 000 immigrants reçus ici chaque année n'ont d'ailleurs aucune connaissance du français.

«Il faut qu'un sérieux coup de barre soit donné dans ce dossier», dit au Devoir René Roy, secrétaire général et responsable du dossier de la francisation à la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ). «L'immigration non francophone a fait reculer la francisation dans certains milieux de travail depuis 1995. Il faut pousser sur le ministère de l'Immigration et des Com-

munautés culturelles pour donner plus de formation.»

Une centaine de membres des comités de francisation de la fédération se sont réunis hier dans un hôtel de Montréal pour faire le point sur l'avancement du français comme langue de travail, alors que 2007 marque le 30<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption de la Charte de la langue française au Québec. «La FTQ est la seule centrale à avoir bâti un réseau de militants dans les milieux de travail», dit fièrement M. Roy.

Louise Beaudoin, ex-ministre responsable de la Charte, a prononcé une conférence sur le thème. L'un des objectifs de la mesure législative visait précisément la francisation massive des milieux de travail.

«Nous participons à l'application de la loi 101, dit le secrétaire général. Environ 80 % des entreprises ont obtenu leurs certificats de francisation. Les communications écrites et parlées avec les employés se font beaucoup en français, com-

me l'affichage des postes. Mais il reste du travail à faire. Par exemple, les manuels des outils sont souvent en anglais, même quand les outils viennent d'Asie ou d'Europe. L'anglais est la langue de la mondialisation.»

La journée de discussion a également débouché sur l'identification de certaines zones plus fragiles, dans la partie ouest de l'île de Montréal, évidemment, mais aussi dans la partie ouest du Québec, à la frontière de l'Ontario. «Il faut que l'Office de la langue française intervienne davantage en Outaouais», résume M. Roy.

Finalement, les délégués ont déploré l'absence de considération pour la langue et la francisation pendant la toute récente campagne électorale. «Nos gens sont inquiets, conclut le secrétaire général de la FTQ. Nous allons nous bagarrer et organiser des manifs pour remettre cette question à l'ordre du jour»

Le Devoir

### Sables bitumineux

## Les écologistes s'adressent à la Cour fédérale

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Les sables bitumineux se sont retrouvés hier sous le feu croisé du Bloc québécois, qui a réclamé du gouvernement Harper qu'il rejette tout projet d'utilisation du nucléaire par cette industrie, ainsi que de plusieurs groupes écologistes canadiens, qui attaquaient devant la Cour fédérale l'évaluation environnementale du projet Kearsy Oil Sands de la pétrolière Imperial Oil.

Les groupes qui attaquent le projet de la pétrolière Imperial Oil sont l'Institut Pembina, la Sierra Club du Canada, la Toxics Watch Society de l'Alberta, la coalition

Prairie Acid Rain et la Sierra Legal, lequel se charge de la poursuite devant la Cour fédérale.

Les écologistes estiment que la commission conjointe fédérale-provinciale a accouché d'une «caricature d'évaluation environnementale» en concluant que le décapage d'une surface terrestre équivalente à 20 000 terrains de football, qui produira des boues toxiques confinées dans des étangs à ciel ouvert si grands qu'ils seront visibles de l'espace, la disparition des forêts et des milieux humides de tout ce secteur, le déplacement et le risque d'intoxication des oiseaux migrateurs qui fréquentent cette région n'auront «aucun impact significatif sur l'environnement».

«On se moque carrément des exigences du processus fédéral d'évaluation environnementale», a déclaré Stephen Hazell au nom du Sierra Club. La poursuite vise à faire reprendre l'évaluation envi-

ronnementale sur des bases plus sérieuses et à forcer la commission fédérale-provinciale à proposer autre chose que des «mesures fantômes de mitigation».

Quant au Bloc québécois, son porte-parole en matière de ressources naturelles, Claude de Bellefeuille (Beauharnois-Salaberry), a demandé hier au ministre responsable du secteur, Gary Lunn, de se plier à la recommandation du comité permanent des Communes qui vient de rejeter la possibilité d'alimenter en chaleur l'exploitation des sables bitumineux au moyen d'une centrale nucléaire. Une telle solution, dit-il, ne peut pas être retenue tant que ses impacts ne seront pas connus.

L'extraction des sables bitumineux, selon les spécialistes, serait la filière la plus énergivore de toutes les méthodes d'extraction du pétrole.

Le Devoir

**Importations Les Élysées**

Après plus de 17 ans de services personnalisés, la boutique Importations Les Élysées ferme ses portes.

2704, boulevard de la Concorde Est, Laval  
(450) 662-1168

**Vous trouverez des soldes jusqu'à 70 %**

Les heures d'ouverture sont : fermé le lundi, mardi et mercredi 10h à 17h, jeudi et vendredi 10h à 18h, samedi 10h à 16h

Possibilité d'acheter la boutique, pour informations, contacter Colette Julien, propriétaire au (450) 662-1168

**Atelier sur les voix des communautés & Foire**

De la vision à l'action au niveau communautaire

**Conférencier d'honneur: Chris Maser**  
Auteur renommé et conférencier international

24 au 26 mai 2007  
Stellarton, Nouvelle-Écosse  
www.coalition-sgsl.ca/workshop

Un événement interprovincial (N.-B., N.-É., I.-P.-É. et QC)

PASSIONNÉS DE BEAUX OBJETS. NOUS EN AVONS POUR DÉCORER VOTRE INTÉRIEUR.

Anges, statues, icônes, crucifix, de style médiéval et classique.

**DESMARIS GROBAILLE**  
Fondé en 1909

60, rue Notre-Dame Ouest, Vieux-Montréal  
(514) 845-3194

**Conférence**

## Protégés ou surveillés ?

**La société canadienne face aux Services de renseignements**

Événement organisé par le Centre d'études des politiques étrangères et de sécurité (CEPES)

**Animateur :** Stéphane Roussel, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense canadiennes et directeur de recherche au CEPES, UQAM

**Conférenciers :**

- Christian Latreille, journaliste à Radio-Canada
- Michel Juneau-Katsuya, directeur de NorthGate et ancien agent du SCRS
- Jean-Paul Brodeur, directeur du Centre international de criminologie comparée (CICC) de l'Université de Montréal

Le mercredi 4 avril 2007, de 19 h à 21 h

Auditorium de la Bibliothèque nationale du Québec  
475, boul. De Maisonneuve Est  
Berri-UQAM

**Renseignements :**  
514 987-8929  
cepes@uqam.ca  
www.cepes.uqam.ca

**GERRY WEBER**

En rénovation 20% sur la nouvelle collection

**ALAIN GIROUX**  
HÔTEL REINE ÉLIZABETH  
900, René-Lévesque Ouest  
Montréal (514) 861-8138

# VENTE 50 HEURES

10 à 50% de rebais du jeudi 29 mars au dimanche 1<sup>er</sup> avril

La plus belle collection de meubles contemporains à Montréal  
**C'est ça une vente !**

**Fontaine**  
Meubles d'Art

9780, Sherbrooke Est, Montréal  
514 352-3913  
www.meublesfontaine.com

## LES ACTUALITÉS

L'architecte Jean-Pierre Houdin propose une nouvelle théorie

## La pyramide de Khéops aurait été construite grâce à une rampe intérieure

LAURENCE  
JOAN-GRANGÉ

Une région du cerveau se concentre, l'autre est distraite

Washington — Chez les singes, l'attention et la distraction ne font pas appel aux mêmes régions du cerveau, selon une étude publiée hier dans le journal *Science*. Une découverte qui pourrait ouvrir la voie à de nouveaux traitements des troubles de l'attention chez l'homme.

« Dans le cerveau, la capacité à fixer délibérément son attention est séparée de celle de se laisser distraire par des choses qui attirent votre attention », explique Earl Miller, spécialiste de neurosciences de l'Institut de technologie du Massachusetts et responsable de l'étude. « Maintenant, nous savons que ces deux fonctions sont séparées, ce qui augmente la possibilité de les traiter séparément. »

Le cerveau a deux façons de se concentrer: soit délibérément, par une attention ciblée, comme quand on lit, soit de façon réflexe en réponse à des informations sensorielles, des bruits sourds, des couleurs ou des animaux effrayants. On observe par conséquent différents degrés de troubles de l'attention. Certaines personnes ont du mal à se concentrer, alors que d'autres ont plutôt du mal à se débarrasser des éléments de distraction.

Pour mener son expérience, Earl Miller a posé des électrodes indolores sur des singes de manière à suivre les réactions simultanées de deux régions clés au moment où le cerveau de l'animal se concentre.

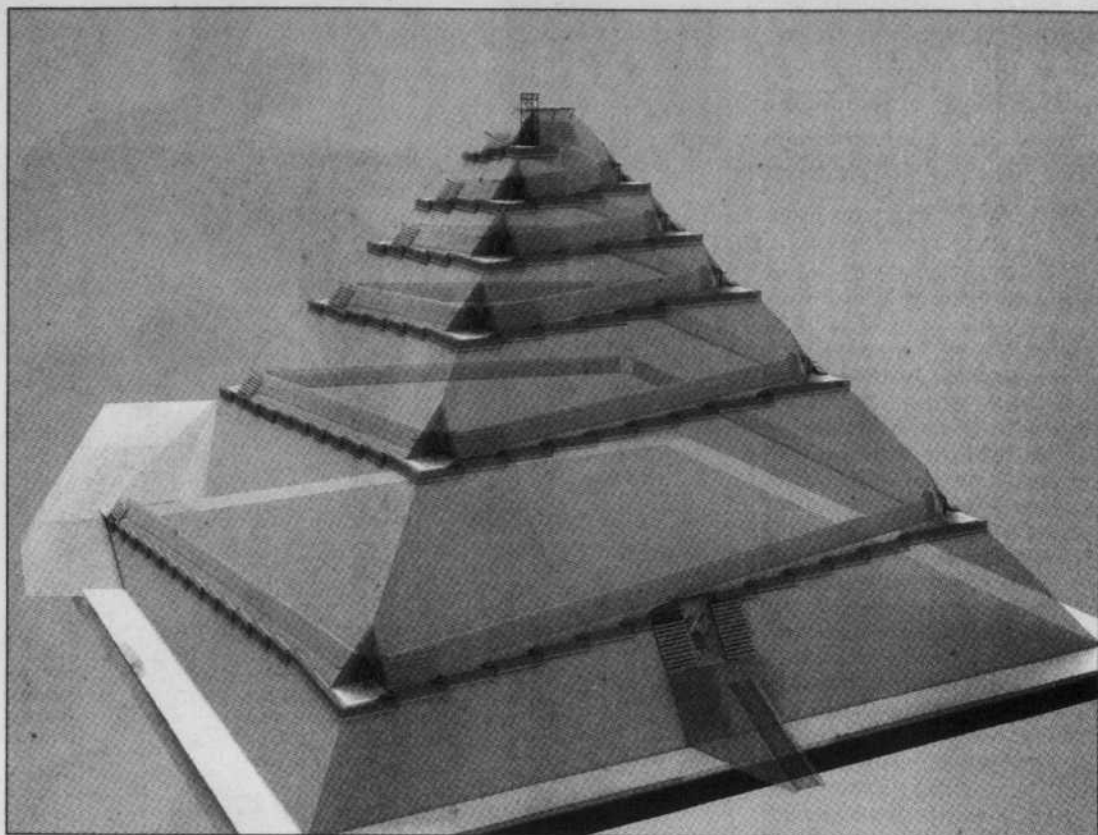
Associated Press

Paris — Le mystère de la grande pyramide enfin résolu? La septième merveille du monde, la grande pyramide de Khéops, aurait été construite de l'intérieur grâce à une rampe interne et la chambre du roi par un système de contrepoids, selon l'architecte français Jean-Pierre Houdin, qui a présenté hier cette théorie. Une théorie validée par la reconstitution en 3D.

Conçue il y a près de 4500 ans sur le plateau de Guizhe, aux portes du Caire, la plus grande pyramide d'Égypte, 230 mètres de côté et 136 mètres de haut, demeurait une énigme malgré de nombreuses théories sur les méthodes utilisées pour sa construction, la plus répandue étant l'hypothèse d'une rampe extérieure... Aucune trace, aucune explication n'a été laissée par les Égyptiens de cette époque, qui a vu naître toutes les pyramides du pays.

Un architecte français, Jean-Pierre Houdin, sur une idée de son père ingénieur, a présenté hier à la Géode, à Paris, son explication de la construction de la grande pyramide de Khéops: « une rampe intérieure en spirale jusqu'au sommet ».

Jean-Pierre Houdin s'est appuyé sur les relevés de la pyramide réalisés par l'architecte Gilles Dormion, puis a intégré tous les paramètres de l'époque: des outils en cuivre et en pierre (les Égyptiens ne connaissent pas le fer), les matériaux utilisés (blocs de granit venus d'Assouan, à 900 km de là, blocs de calcaire), les



REUTERS

On peut voir l'animation 3D sur Internet à l'adresse [www.3ds.com/khuhu](http://www.3ds.com/khuhu).

moyens humains et la situation du site (un plateau surélevé dominant le Nil).

Après avoir convaincu Dassault Systèmes, qui lui apporte son soutien technologique dans le cadre d'un mécénat, l'architecte français a pu démontrer, après huit ans de travail, la probabilité de sa théorie grâce à la 3D industrielle.

Dans le film présenté hier et dis-

ponible sur Internet, sa théorie de la construction de la pyramide de Khéops se matérialise sur une période d'une vingtaine d'années, durée du règne du pharaon Khéops (2538-2516 avant J.-C.): utilisant la pente naturelle du site, les Égyptiens (« les premiers ingénieurs » de l'histoire pour Jean-Pierre Houdin) ont construit une première rampe extérieure, en pente douce, pour

élever les 43 premiers mètres de la pyramide, puis une rampe intérieure en spirale courant sous les faces de la pyramide pour la terminer. Une rampe qui existerait encore aujourd'hui.

Cette rampe était ouverte au niveau des angles de la pyramide afin de pouvoir faire tourner les blocs de pierre, qui étaient acheminés depuis le Nil sur des tra-

neaux (rondins de bois) tirés par l'homme.

La rampe, qui tourne dans le sens inverse des aiguilles d'une montre, bénéficie d'une pente de 7 à 8 % permettant d'acheminer les blocs de pierre à la force humaine. La grande rampe extérieure, devenue inutile, est démontée au fur et à mesure et les blocs réutilisés.

Parallèlement est construite la grande galerie (encore visible aujourd'hui), qui aurait servi pour la construction de la chambre du roi, située à 43 mètres au-dessus de la base de la pyramide et coiffée de cinq plafonds de granit, hissés par un système de contrepoids. Il s'agit de la deuxième théorie de Jean-Pierre Houdin.

Une fois toutes ces données entrées dans l'ordinateur, Dassault Systèmes a simulé la théorie de Jean-Pierre Houdin avec les paramètres de la 3D scientifique, en remodelant entièrement la pyramide et en intégrant les paramètres: poids des matériaux, forces exercées, etc. L'équipe de Dassault, qui a travaillé deux ans sur le projet, a corroboré les idées avancées par l'architecte.

De plus, des relevés de microgravimétrie, technique qui relève les différences de densité, réalisés par EDF, démontrent qu'il existe des creux dans la pyramide...

Reste à confronter la théorie à la réalité. Soutenu par des égyptologues de renom, Jean-Pierre Houdin a l'intention de se rendre sur place et d'utiliser des méthodes non invasives pour confirmer son explication. Sur Internet: [www.3ds.com/khuhu](http://www.3ds.com/khuhu)

Presse canadienne

Luc BERTRAND

CÉLÉBRITÉS Collection biographique

JEAN BÉLIVEAU

UN GRAND HOMME.



Plus de 100 titres offerts

64 pages - 11,25 \$

ISBN 978-2-7608-7082-6

LIDEC Inc.

514-843-5991

En vente dans toutes les librairies

Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

Ai-je droit aux prêts étudiants? Je déménage bientôt, puis-je faire mon changement d'adresse à un seul endroit? Comment est-ce que je peux mettre fin à mon bail? J'ai perdu ma carte d'assurance maladie, que dois-je faire? J'ai un oiseau mort sur mon terrain, dois-je le ramasser? Où dois-je aller pour me procurer mon certificat de naissance? Je fais des rénovations sur ma maison, ai-je droit à des déductions d'impôt? Je viens de perdre mon emploi, puis-je bénéficier d'une aide gouvernementale? A combien est rendu le salaire minimum? Je songe à me lancer en affaires, quelles sont les formalités à remplir? Ai-je droit aux prêts étudiants? Comment est-ce que je peux mettre fin à mon bail?

**« OUI, OUI, VOUS ÊTES AU BON ENDROIT! »**



Services Québec,  
c'est LA porte d'entrée  
aux services gouvernementaux :

Des réponses à vos questions sur plus de 3000 sujets.

[www.servicesquebec.gouv.qc.ca](http://www.servicesquebec.gouv.qc.ca)

514 644-4545

1 877 644-4545

Dans un bureau près de chez vous

Services

Québec



JEAN-CHRISTOPHE  
RUFIN  
LE PARFUM D'ADAM

ROMAN

Flammarion

« Un très, très bon thriller écrit par un excellent auteur! Pas une page de trop. J'y ai pris un très, très grand plaisir et, ce qui est rare pour ce genre de roman, un plaisir intelligent. »

René Homier-Roy

« Un roman extrêmement bien fait. Intelligent et troublant. Un auteur qui pousse le roman dans des avenues qu'on ne visite pas souvent. »

Jean Fugère

« Un roman vraiment passionnant. Très réussi. »

Marie-France Bazzo

Par l'auteur de  
L'Abyssin et de  
Rouge Brésil  
prix Goncourt 2001



Flammarion

## LES ACTUALITÉS

## Parti québécois: le ménage des idées

Le verdict prononcé par les électeurs lundi soir dernier n'a pas seulement ébranlé les bases du Parti québécois, il lui a également démontré que lui aussi pourrait un jour faire partie du passé. Désormais, pour regagner le cœur des Québécois, les péquistes devront mettre de côté l'obsession référendaire, faire un sérieux «ménage des idées» et redonner à l'indépendance une couleur identitaire, selon les pionniers du mouvement souverainiste, mais aussi les compagnons d'armes de la première heure de René Lévesque.

ALEXANDRE SHIELDS

«Lundi, ce n'est pas la souveraineté qui a été rejetée, c'est la démarche pour y accéder, parce qu'on a choisi d'imposer un référendum le plus tôt possible. Or la population du Québec ne veut pas se faire imposer un calendrier sur le statut politique du pays. Si le parti ne comprend pas ça et ne change pas la stratégie vers la souveraineté, les votes des souverainistes que nous avons perdus vont rester éparpillés et les prochaines années seront très difficiles.» Le verdict d'Yves Duhaime, qui a dirigé quatre ministères différents sous René Lévesque, est sans équivoque, à l'image du mur auquel vient de se heurter le Parti québécois (PQ).

Cette «obsession référendaire», aux allures de fuite en avant, explique effectivement une bonne partie du résultat du scrutin du 26 mars, selon Pierre Renaud, qui a été président du Conseil exécutif national du parti de 1976 à 1979. «Les gens ne voulaient pas de référendum, mais le parti s'est acharné jusqu'à la dernière minute à dire qu'il y en aurait un. C'était suicidaire», affirme celui qui a longtemps été l'homme de confiance de Lévesque, mais aussi le responsable de toute l'administration et de la gestion interne du parti.

Selon lui, l'équation électorale est alors simple à décortiquer. «On pou-

vait ne pas vouloir de référendum parce qu'on est contre la souveraineté, parce qu'on trouvait qu'on en avait assez parlé, mais aussi parce qu'on pensait que ça risquait d'être un troisième référendum perdant, explique celui qui a aussi été directeur général du Rassemblement pour l'indépendance nationale. Ça fait beaucoup de monde qui pouvait voter contre l'idée d'un référendum. Par conséquent, en insistant lourdement, c'est sûr que les péquistes n'avaient pas de chance de l'emporter.»

«Les gens ne voulaient pas de référendum, mais le parti s'est acharné à dire qu'il y en aurait un»

- Pierre Renaud

Et l'imposition de ce sacro-saint «calendrier référendaire» ne date pas d'hier, poursuit Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales du premier cabinet Lévesque. Il soutient que les péquistes se sont piégés en s'engageant à tenir un référendum au cours du premier mandat. «On a lancé le référendum en 1980, alors que nos sondages internes donnaient à penser que ça pourrait très bien finir par une défaite. Mais on l'a fait parce que c'était un calendrier. Et depuis ce temps-là, c'est devenu un «calendrier référendaire», précise-t-il. Pourtant, le référendum doit demeurer un engagement démocratique. On le fera quand on aura l'assurance de le gagner.»

Si elle se dit «exaspérée» par la notion d'urgence qu'on accole au référendum, Martine Tremblay, directrice de cabinet de René Lévesque et de Pierre Marc Johnson, en 1984-85, comprend toutefois que les



«purs et durs» insistent pour maintenir cette approche. «Il y a beaucoup de militants qui sont dans ce parti depuis près de 40 ans et qui ont consacré beaucoup de temps à tenter de réaliser ce rêve de la souveraineté. Je peux comprendre leur difficulté à voir que ça ne se passera pas comme ça.»

Pourtant, ajoute-t-elle, «comme René Lévesque en 1984, il faut s'arrêter et constater qu'il y a une barrière psychologique qu'on n'arrive pas à franchir. Alors, il faut se demander quels autres moyens on peut utiliser pour faire avancer les choses, parce qu'il faut faire progresser le Québec.» Mme Tremblay reconnaît du même coup que la simple évocation de l'idée d'un nouveau «beau-

risque» en rebute plusieurs. «Mais il reste que, dans cette voie, il y avait une recherche d'une voie nouvelle, souligne-t-elle. Je pense que les militants vont devoir continuer cette recherche-là, sans rien n'exclure. L'important, c'est de tout mettre sur la table. Autrement, le parti va continuer de se marginaliser et il va cesser de devenir un parti de gouvernement. Il ne faut pas oublier qu'on n'est plus du tout dans une logique d'alternance.»

En clair, si le PQ met de côté la tenue à court terme d'un référendum, il peut quand même «faire avancer le Québec, et ce, sans abandonner l'objectif de la souveraineté», estime Claude Morin, ajoutant que

«l'idée que le PQ doit être élu seulement pour faire la souveraineté, c'est ridicule. Il a un rôle de gouvernement à jouer». Il croit notamment possible de négocier un meilleur partage des pouvoirs avec le gouvernement fédéral.

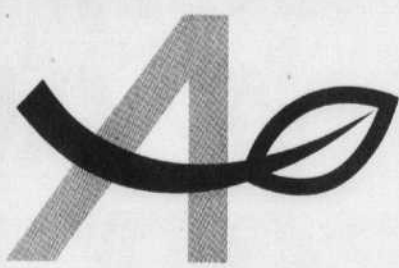
## Gouverner

Pour prouver aux électeurs qu'il est apte à former de nouveau le gouvernement, le PQ doit également reconnaître davantage ses erreurs, selon Denis Vaugois, ministre des Affaires culturelles de 1978 à 1981. «Le PQ a fait beaucoup d'erreurs au cours des dernières années, dont celle de ne plus écouter les gens sur plusieurs questions, croit-il.

En santé, par exemple, on n'écoute pas ce que les gens disent parce qu'on a développé une autre religion, en plus de l'indépendance. Le mot «privé», c'est l'horreur totale, c'est la droite envahissante. On n'a pas d'argument, mais on ne veut rien savoir.»

Il rappelle aussi que ce sont les péquistes qui ont effectué le difficile «virage ambulatoire». «Ça laisse des traces, croit-il, mais au cours des dernières années, ils ont eu bien de la difficulté à faire leur mea-culpa.» C'est également le PQ qui a fait les fusions municipales, «sans jamais écouter la population. Ça n'a rien réglé du tout et les gens ne digèrent pas ça», ajoute M. Vaugois. Résultat? On se retrouve avec une «accumu-

## Agriculture et agroalimentaire: choisir l'avenir



## Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois

La Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois tiendra des audiences publiques à Laval le 24 avril et à Montréal le 25 avril 2007.

## Une invitation à PARTICIPER

Pour participer, il suffit de s'inscrire avant le lundi 16 avril à 16 h 30 par téléphone, par courriel ou par télécopieur. Ceux qui souhaitent déposer un mémoire écrit doivent le faire avant cette même date et heure par courriel avec fichier attaché ou par la poste.

## Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois

1150, Grande Allée Ouest,  
1<sup>er</sup> étage  
Québec (Québec)  
G1S 1E5  
TÉLÉPHONE : 418 646-1049  
TÉLÉCOPIEUR : 418 646-1051

COURRIEL : [info@caaaq.gouv.qc.ca](mailto:info@caaaq.gouv.qc.ca)  
[www.caaaq.gouv.qc.ca](http://www.caaaq.gouv.qc.ca)

## LES AUDIENCES AURONT LIEU À

**Laval**  
Mardi 24 avril  
13 h 30 à 16 h 30  
19 h à 22 h

**Château Royal**  
3500, boul. du Souvenir,  
Chomedey  
Laval

**Montréal**  
Mercredi 25 avril  
13 h 30 à 16 h 30  
19 h à 22 h

**Écomusée du fier monde**  
2050, rue Amherst  
Montréal

## → en kiosque maintenant

Ressusciter Jésus et le frère André grâce au clonage? Vite, une révolution! Un texte exclusif de Bernard Landry Une histoire oubliée Comment on a capturé le son

4,95 \$

Science Québec

Avril 2007

Les promesses des omega-3

CE QUE LES SCIENTIFIQUES EN PENSENT

Bons pour le cœur

SANS EFFETS SECONDAIRES

Antidépresseurs

Abonnez-vous - informez-vous → [www.cybersciences.com](http://www.cybersciences.com)  
514 521-5376 ou 1 866 828-9879

## L'AGENDA

L'HORAIRE TÉLÉ,  
LE GUIDE DE VOS SOIRÉES

Gratuit dans Le Devoir du samedi

## LES ACTUALITÉS

Comme René Lévesque en 1984, il faut s'arrêter et constater qu'il y a une barrière psychologique qu'on arrive pas à franchir. [...] Quels autres moyens on peut utiliser pour faire avancer les choses? - Martine Tremblay

Il faut leur parler des raisons de faire l'indépendance. Ça n'a jamais été pour des questions d'argent. On veut former un pays pour des questions de culture, de langue, de fierté, d'identité, d'histoire. - Pierre Renaud

Je connais plusieurs personnes qui sont des souverainistes ardents et sincères mais qui ont voté pour l'ADQ. Elles attendent juste leur chance de voter pour un parti qui va les écouter. - Denis Vaugeois



lution de provocations». «Je connais plusieurs personnes qui sont des souverainistes ardents et sincères mais qui ont voté pour l'ADQ. Elles attendent juste leur chance de voter pour un parti qui va les écouter», fait valoir celui qui a été ministre des Communications en 1979-80.

Si critique sévèrement le parti, M. Vaugeois ajoute que la situation est «parfaite», en ce sens qu'elle donne l'occasion de faire un examen de conscience et de mettre de côté l'arrogance. Et à son avis, ça va être très salutaire. Les troupes péquistes ont donc la tâche d'effectuer de toute urgence un véritable ménage des idées, parce que «cette défaite-là ne s'est pas préparée la veille

des élections», explique Pierre Renaud. «Il y a eu une mauvaise évaluation de la défaite de 2003. On a pensé que c'était dans l'ordre naturel des choses qu'il y ait alternance. L'ADQ donnait des signes d'être un feu de paille. On n'a pas vraiment fait de remise en question.»

Martine Tremblay ne s'en étonne pas. «Il y a une difficulté, voire une incapacité à l'intérieur du parti, à remettre en question certaines choses, y compris le programme du parti, comme l'approche constitutionnelle et la question de la souveraineté». Pourtant, le programme est selon elle «une macédoine indigeste, ce qui fait qu'on ne peut pas retrouver une idéologie là-dedans. Il y a des

choses social-démocrates, des choses solidaires, des choses lucides. Bref, on doit vider le bol et recommencer.»

Elle critique notamment la présence du SPQ-libre, jugeant «inconcevable qu'on tolère, à l'intérieur de ce parti, un club politique qui peut dire n'importe quoi en toute impunité, qui n'est redevable à personne. C'est une totale aberration». Mme Tremblay ajoute du même souffle que le PQ doit «retrouver une liberté de parole qui n'existe plus dans ce parti depuis un certain temps» et qu'il faut aussi «que ce parti arrête de manger ses chefs et regarde dans sa cour pour voir ce qui ne va pas».

Claude Morin précise lui aussi

que «le parti doit faire un sérieux brassage d'idées, parce que ça n'a jamais été fait. Il y a eu la saison des idées, qui a confirmé que tout était correct, mais en radicalisant le programme. Le référendum est mis le plus tôt possible et on accorde peu d'importance à l'association avec le Canada. C'est ça actuellement le programme du PQ, c'est le plus radical de tous les programmes que le PQ a eus depuis sa fondation.»

Pour Pierre Renaud, il y a en outre un travail de rajeunissement à faire au sein du parti, afin de le rendre «plus pertinent». «Il ne faut pas oublier qu'on veut faire la souveraineté pour l'avenir du Québec, pour les générations à venir», insiste-t-il.

## La question identitaire

Et au lieu de répéter ad nauseam qu'il allait tenir un référendum coûte que coûte, peut-être même en étant minoritaire, le PQ aurait mieux fait de revisiter son histoire et de revenir aux raisons qui avaient motivé, dès le début, le projet d'indépendance. Bref, ramener la question identitaire au premier plan. Tous s'entendent d'ailleurs pour dire que c'est l'ADQ qui, en sachant décoder l'opinion publique, a volé cette carte du jeu des péquistes. «Depuis des années, le PQ ne parle plus de la langue, ne parle plus de culture. On parle de "nationalisme civique", ce qui ne veut absolument rien dire, critique Claude Morin. C'est comme s'il était devenu moins nationaliste. Il a évacué le côté identitaire, en réaction aux propos de Parizeau. Tout le parti a maintenant peur de cette question-là. Jacques Parizeau a dit quelque chose qui était absolument vrai, mais il n'aurait peut-être pas dû le dire de cette façon-là. La rectitude politique qui a suivi a fait en sorte qu'on ne peut plus parler de ces choses-là.»

«Pendant la campagne, on a donné l'impression que les bienfaits de la souveraineté constituent une évidence qui va finir par s'imposer, à force de les répéter, et que ça va venir à bout des réticences, que les gens vont oublier les difficultés qui peuvent survenir, juge pour sa part Pierre Renaud. Il y a un peu de pensée magique dans tout ça, alors qu'il aurait fallu changer sensiblement de cap après 2003.» Selon lui, les péquistes auraient alors dû cesser de parler de «mécanisme et d'échéance». «Les gens ne veulent plus entendre ces mots-là, soutient-il. Il faut plutôt leur parler des raisons de faire l'indépendance. Ça n'a jamais été pour des raisons d'argent, mais on s'est acharné à dire combien ça serait payant. Ça a été une erreur. On veut former un pays pour des questions de culture, de langue, de fierté, d'identité, d'histoire, etc.»

Yves Duhaime abonde dans ce sens. «On parlait juste du référendum, on ne parlait pas de la souveraineté, se souvient-il. Oui, il faut mettre des chiffres sur la table, mais

faire la souveraineté, ce n'est pas un exercice comptable, d'autant plus que M. Charest lui-même a dit que le Québec avait les moyens de la faire.»

Si le portrait semble des plus sombres, la plupart des indépendantistes de la première heure consultés par *Le Devoir* demeurent optimistes. Et ils refusent de jeter la première pierre à André Boisclair. «Le Parti québécois doit paniquer. Il y a ceux qui veulent décapiter le chef, il y a ceux qui en cherchent un autre. Mais ça, c'est de l'événementiel, parce que le Québec est toujours là. Après tout, ce n'est qu'une élection. Les gens en avaient marre des vieux partis, dont le PQ, mais ça ne veut pas dire que l'indépendance est morte, même si c'est sûr qu'on ne peut pas dire qu'on va créer un "momentum" favorable demain matin», affirme François Aquin, qui a été le premier député à évoquer la nécessité de l'indépendance dans l'enceinte de l'Assemblée nationale, le 3 août 1967.

«Dans le moment, il y a d'autres préoccupations au sein de la population, ajoute M. Aquin. Ça ne veut pas dire que, si demain matin on s'apercevait qu'on risquait de perdre notre langue et notre culture, on ne se réveillerait pas. On a 400 ans d'histoire et j'ai encore confiance en nous.»

Même son de cloche du côté de Louis O'Neill, qui a été à la tête des ministères des Affaires culturelles et des Communications au cours du premier mandat péquiste. «Ce qui retient mon attention, c'est la persistance du projet indépendantiste et l'appui dont il jouit au sein d'une large fraction de l'opinion publique, observe-t-il. Ce qui est d'une certaine façon logique, puisque la souveraineté constitue pour une nation un statut normal. La période contemporaine a vu la résurgence de plusieurs petites nations dont on avait prédit la disparition. N'oublions pas en outre que la fédération européenne, dont on vante la réussite sociale et économique, regroupe des États souverains, pas des provinces en tutelle.»

Le Devoir

## Les grandes conférences de la Chaire UNESCO de philosophie

## La seconde mort de Socrate

Le concept d'éducation a-t-il un sens dans le monde actuel ?

Avec M. Michel Guérin de l'Institut universitaire de France

Le jeudi 12 avril 2007 à 18 h

UQAM  
Pavillon J.-A.-de Séve (salle DS-R510)  
320, rue Sainte-Catherine Est  
Berri-UQAM

Entrée libre

Cet événement est organisé par la Chaire UNESCO de philosophie - créée à l'UQAM en 1999 - la seule chaire en philosophie de l'UNESCO en Amérique du Nord.

Renseignements  
514 987-3000, poste 3636

www.unesco.chairephilosophie.uqam.ca

UQAM  
Prenez position

## S'engager dans la découverte

M<sup>me</sup> Catherine Mulligan (Ph. D.) examine, de concert avec plusieurs chercheurs de l'Université Concordia, les possibilités de transformation des menaces environnementales en énergie propre et abordable. Elle s'intéresse particulièrement à la mise au point d'un système qui convertirait, dans le traitement des eaux usées industrielles, plus de 80 % des émissions de dioxyde de carbone en méthane.

En France, durant le Printemps des poètes 2007

GABRIEL LALONDE  
CHARME LA BRETAGNE

Invité d'honneur du Festival international de la parole poétique, début mars, l'artiste et poète de Québec enchante le public :

« COUP DE CŒUR ARTISTIQUE »  
« SALLE COMBLE... ASSISTANCE RAVIE »  
Journal Ouest France, 10-11 et 12 mars 07

« ARTISTE HORS PAIR »  
« MOMENT PRIVILÉGIÉ »  
« GABRIEL LALONDE TRÈS EN VERVE »  
Journal Le Télégramme, 10 mars 07

FÉLICITATIONS !

Le Loup de Gouttière  
loupgout@videotron.ca

UNIVERSITÉ  
Concordia  
UNIVERSITY

www.concordia.ca

## LE MONDE

## Le « taliban australien » plaide coupable

David Hicks retire en outre ses accusations de torture en échange d'une peine réduite

DAN DE LUCE

Base navale de Guantanamo — Le premier prisonnier de Guantanamo à plaider coupable, l'Australien David Hicks, menacé de prison à vie, devrait être condamné à un maximum de 7 ans de détention pour avoir apporté son soutien à l'organisation terroriste al-Qaïda.

Un juge du tribunal militaire d'exception, le colonel Ralph Kohlmann, a annoncé vendredi qu'en raison d'un accord intervenu entre Hicks et l'accusation et incluant une reconnaissance de culpabilité, l'Australien ne risquait qu'un maximum de sept ans d'emprisonnement.

Cet accord prévoit également le retrait des accusations de torture à l'encontre des autorités américaines.

Interrogé par le colonel Kohlmann lui demandant s'il était d'accord pour reconnaître qu'il « n'avait jamais été illégalement traité par qui que ce soit durant sa détention » en Afghanistan puis à Guantanamo. Le prisonnier a répondu: « Oui ».

Hicks avait affirmé lors de précédentes déclarations qu'il avait été

battu par des Américains avant son transfert à Guantanamo en 2002.

L'accusation avait précisé auparavant que les cinq ans passés à Guantanamo par David Hicks pourraient être pris en compte au moment du verdict attendu ces jours-ci. Ce verdict doit être rendu par un groupe de cinq officiers.

En plaidant coupable, Hicks, 31 ans, a évité un procès et bénéficie d'une procédure accélérée au terme de laquelle il devrait être renvoyé en Australie pour y purger la fin de sa peine.

Hicks s'est présenté vendredi devant le tribunal militaire d'exception pour expliquer d'une voix basse comment il s'était entraîné dans un camp d'al-Qaïda en Afghanistan. Il portait un costume bleu et avait les cheveux coupés courts, tranchant avec son apparence lundi.

Ce jour-là, lorsqu'il avait plaidé coupable, il était vêtu d'une combinaison de prisonnier kaki et de tongs, et avait des cheveux longs lui tombant sur les épaules.

Après cinq ans de détention sans

procès, et alors que les chefs d'inculpation les plus graves ont été abandonnés, il est le premier des prisonniers de Guantanamo à plaider coupable.

Converti à l'islam, David Hicks avait été fait prisonnier en décembre 2001 en Afghanistan, où il aurait combattu aux côtés des talibans. Il était détenu depuis janvier 2002 à Guantanamo.

**Le terrain juridique reste encore mal défini à la base de Guantánamo**

Il n'a pas été accusé d'avoir tiré sur des soldats américains ou d'avoir préparé une attaque contre une cible américaine. Lui a été simplement reproché d'avoir surveillé le bâtiment abandonné de l'ambassade américaine à Kaboul et d'avoir rencontré le chef d'al-Qaïda, Oussama ben Laden. David Hicks avait déjà été inculpé en 2004 pour « aide à l'ennemi » et « tentative de meurtre », mais ces poursuites avaient disparu avec la première formule des tribunaux d'exception.

En Australie où l'opinion publique australienne a reproché au gouvernement conservateur de

ne pas avoir fait assez pour obtenir le retour du détenu, les dirigeants ont salué la décision de Hicks de plaider coupable pour voir sa peine réduite.

Le premier ministre conservateur John Howard a accueilli favorablement la nouvelle mais en déplorant au passage les atermoiements de la procédure américaine. « Nous avons toujours considéré que Hicks devait être jugé mais la durée du processus nous a toujours préoccupés », a-t-il dit.

Les tâtonnements des autorités face à des questions de base, comme les critères pour reconnaître un avocat de la défense, réglées depuis longtemps devant les cours martiales ou les tribunaux civils classiques, ont souligné à quel point le terrain légal était encore mal défini. « La décision de Hicks de plaider coupable ne doit en aucun cas être vue comme une légitimation d'un système parfaitement illégal de colonies pénales, de maltraitances et de "procès" qui violent les droits fondamentaux de la défense », a estimé le Centre pour les droits constitutionnels.

Agence France-Presse



Le président Robert Mugabe devant ses partisans à Harare

ZIMBABWE

## Mugabe est candidat à sa propre succession

Harare — Le chef de l'État zimbabwéen Robert Mugabe a été investi hier comme candidat à l'élection présidentielle de 2008, peu après avoir affirmé que le chef de l'opposition Morgan Tsvangirai avait mérité d'être frappé lors de la répression menée ces dernières semaines. « Le candidat pour le parti en 2008 sera le président lui-même. Il a été investi par le comité central », a déclaré le porte-parole de la ZANU-PF, Nathan Shamuyarira, aux journalistes.

La décision a été prise à l'issue d'une session à huis clos de plusieurs heures du comité central de l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF), en dépit du mécontentement croissant suscité par le plus vieux président du continent et de la dépression économique dans laquelle est englué le pays.

Le mandat de Mugabe, 83 ans, s'achève en 2008. Il avait, un temps, indiqué qu'il ne se représenterait pas. Mais il a fait volte-face il y a quelques mois, affirmant qu'il serait prêt à le faire au nom de l'unité de son parti. S'il l'emporte et va au bout de ce nouveau mandat de six ans, il sera alors âgé de 90 ans.

Au pouvoir depuis l'indépendance, en 1980, Mugabe s'est attiré les critiques des Occidentaux pour la répression violente menée contre les militants du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), principal parti d'opposition.

Mais cela ne l'a pas empêché d'affirmer devant ses partisans à Harare qu'aucun des chefs d'État des pays d'Afrique australe réunis jeudi en Tanzanie n'avait critiqué son action, ni même les coups assésés à Tsvangirai.

« Oui, je leur ai dit qu'il avait été frappé mais qu'il l'avait cherché », a-t-il déclaré en shona au lende-

main du sommet extraordinaire de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) à Dar es-Salaam. « Nous avons reçu un soutien total, pas un n'a critiqué notre action », a-t-il ajouté.

L'arrestation et le passage à tabac de Morgan Tsvangirai, le 11 mars, avant un rassemblement empêché par la police, ont été condamnés par les Occidentaux. Mais le sommet de la SADC, consacré à la crise zimbabwéenne, s'est terminé par la diffusion d'un communiqué de « solidarité » avec Robert Mugabe.

Cependant, fait rare, le président a reconnu que son parti était en proie à des divisions. « Quelle que soit la nature des différends ou des querelles, nous avons totalement tort de permettre qu'ils s'établissent sur la place publique ».

Les dirigeants de la SADC ont chargé jeudi le président sud-africain Thabo Mbeki de « promouvoir le dialogue » au Zimbabwe et réclamer la levée des sanctions imposées par les Occidentaux contre le régime. A aucun moment ils ne l'ont condamné.

Le MDC a indiqué hier qu'il était prêt à discuter avec la ZANU-PF dans le cadre d'une médiation sud-africaine, mais sans illusions.

« La réalité de cette crise est la mauvaise gouvernance, la violence, le fascisme. [...] La première chose à faire est de dire à Mugabe de s'en aller », a déclaré à l'AFP Tendai Biti, son secrétaire général.

« Nous nous demandons ce qui est différent aujourd'hui et qui pourrait donner une lueur d'espoir alors que nos leaders sont violemment frappés, nos bureaux perquisitionnés et nos équipements détruits. Quel type de dialogue pouvons-nous espérer dans ces circonstances? », a-t-il ajouté.

Agence France-Presse

## Après dix ans de lutte armée, les maoïstes du Népal entrent au gouvernement

Katmandou — Le Népal a franchi hier une nouvelle étape politique historique, encore impensable il y a quelques mois, avec l'entrée des ex-rebelles maoïstes au gouvernement, consolidant ainsi l'accord de paix de novembre 2006 qui a mis fin à dix ans de guerre civile.

Les anciens guérilleros, dont la lutte armée entamée en février 1996 a fait 13 000 morts, vont disposer de cinq ministères dans un gouvernement intérimaire, une première dans l'histoire népalaise. « C'est un exploit de taille pour notre parti. Nous y sommes parvenus grâce à nos dix ans de "guerre du peuple" », s'est félicité dans la soirée le numéro deux maoïste, Baburam Bhattarai.

Au terme de semaines de tractations, les sept partis au pouvoir et les maoïstes ont « décidé de désigner au poste de premier ministre le président du Parti du Congrès, Girija Prasad Koirala, à la tête d'un nou-

veau gouvernement d'intérim », a déclaré le secrétaire général du premier parti du pays, Ram Chandra Poudel. Ce gouvernement « comprendra le Parti communiste du Népal [maoïste] », a-t-il ajouté.

Aujourd'hui, le Parlement officialisera cette participation au pouvoir des ex-rebelles. Ils hériteront des ministères de l'Information, du Développement local, de la Planification, des Forêts ainsi que des Femmes et des Enfants, a précisé Jhalanath Khanal, chef du Parti communiste unifié marxiste-léniniste (PC), deuxième parti népalais. Les principaux portefeuilles (Défense, Intérieur, Finances) restent entre les mains du Parti du Congrès. Les Affaires étrangères reviennent au PC.

Ainsi, ce royaume himalayen, coincé entre l'Inde et la Chine, est en train de tourner la page d'une décennie de guerre civile. Elle s'est officiellement achevée le 21 novembre 2006 grâce à un accord de

partage du pouvoir entre les sept partis et les maoïstes, dont le roi Gyanendra est le grand perdant.

Ce règlement prévoyait bien de convertir des ex-guérilleros en ministres. Déjà, les maoïstes disposent depuis janvier d'un quart des sièges d'un parlement intérimaire, grâce à une constitution provisoire.

Une assemblée, qui doit être élue en juin, rédigera une constitution définitive qui décidera du sort de la monarchie. Les maoïstes exigent son abolition et son remplacement par une république. Le roi n'est déjà plus chef de l'État, ne contrôle plus l'armée et vit reclus dans son palais.

Début 2007, les ex-guérilleros ont aussi fait enregistrer auprès des Nations unies 31 000 de leurs combattants et 3200 armes.

En faisant la paix, les maoïstes et leur chef Prachanda (un instituteur quinquagénaire reconverti en révolutionnaire professionnel) avaient

promis de renoncer à la violence, aux enlèvements et aux extorsions de fonds et de transformer la guérilla en parti politique.

Après, les deux camps s'étaient alliés au printemps 2006 dans des manifestations monstre, forçant le roi Gyanendra à renoncer à ses pouvoirs absolus.

Preuve qu'il a politiquement perdu la main, le monarque a été jugé, par une commission d'enquête, responsable de la mort de 19 manifestants lors du mouvement d'avril. Il n'est pas encore poursuivi pénalement. Mais le premier ministre Koirala a plaidé pour son abdication.

Le Népal n'en a néanmoins pas fini avec les violences. La semaine dernière, les maoïstes ont perdu 29 partisans dans des affrontements avec des militants d'une minorité ethnique du sud du royaume.

Agence France-Presse

Conférence publique  
Des casques bleus aux casques verts

## La couleur de la paix

Le mercredi 4 avril 2007, de 18 h à 20 h

Centre Pierre-Péladeau  
Salon orange  
300, boul. De Maisonneuve Est  
Berri-UQAM

Entrée libre

Chaire Raoul-Dandurand  
et Centre d'études de la paixRenseignements :  
514-987-6781  
chaire.strat@uqam.ca  
www.dandurand.uqam.ca

Cet événement est organisé par l'Observatoire sur les missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM.

Défense Nationale National Defence

UQAM  
Prenez position

## Prix posthume pour Politkovskaïa

Paris — L'UNESCO a décerné hier son prix mondial de la liberté de la presse, à titre posthume, à la journaliste d'opposition russe Anna Politkovskaïa, assassinée en octobre dernier à Moscou alors qu'elle enquêtait sur des atteintes aux droits de la personne en Tchétchénie. « Anna Politkovskaïa a fait preuve d'un courage

et d'une ténacité incroyables en continuant de couvrir les événements de Tchétchénie alors que le monde entier s'était désintéressé de ce conflit », rappelle l'UNESCO dans un communiqué. « Son dévouement et sa quête téméraire de la vérité en font une référence pour le journalisme, tant en Russie que dans le reste du monde. De fait, le courage et l'engagement d'Anna étaient si admirables que nous avons décidé, pour la première fois, de décerner le prix mondial de la liberté de la presse, à titre posthume », ajoute l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture. Anna Politkovskaïa, une des rares journalistes russes à couvrir le conflit tchétchène et à dénoncer les atteintes portées aux droits de la personne, a été assassinée à Moscou le 7 octobre dernier. Ce meurtre, qui n'a pas été élucidé et à la suite duquel des opposants et des défenseurs des droits de la personne ont accusé le Kremlin, a eu un grand retentissement international. — AFP

## Deux femmes du Darfour risquent d'être lapidées

Sadia Idriss Fadul (22 ans) et Amouna Abdallah Daldoum (23 ans), toutes deux originaires de la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan, risquent d'être lapidées jusqu'à ce que mort s'ensuive, affirme Amnesty International dans un communiqué. Elles ont été déclarées coupables d'adultère et leur peine pourrait être appliquée d'un moment à l'autre. Amnesty s'insurge et appelle à se mobiliser en envoyant une lettre au ministre de la Justice du Soudan. Pour ce faire, l'organisation propose de consulter son site Internet au [www.amnistie.ca](http://www.amnistie.ca). — Le Devoir

SOLDES  
JUSQU'À 60%dole la  
UOMOPour Elle  
277, av. Laurier O.  
514-270-6154  
Centre de Commerce Mondial  
413, St-Jacques O.  
514-844-9125Pour Lui  
Centre de Commerce Mondial  
383, St-Jacques O.  
514-281-7999  
5107, av. du Parc (angle Laurier)  
514-277-7558

# LE MONDE

## Les marins britanniques «témoignent» à la télévision

Un deuxième prisonnier affirme avoir navigué dans les eaux iraniennes, tandis que Téhéran exige des excuses de Londres

PIERRE CELERIER

Téhéran — La télévision iranienne a diffusé hier le «témoignage» d'un autre marin britannique capturé dans le Golfe dans lequel il affirme que son navire avait pénétré dans les eaux iraniennes, une violation pour laquelle le président Mahmoud Ahmadinejad a exigé les excuses de Londres.

En pleine crise, une semaine après la capture, le 23 mars, de 15 marins, Téhéran a également publié une nouvelle lettre de la seule femme du groupe, qui affirme avoir été «sacrifiée aux politiques américaine et britannique».

La Grande-Bretagne a jugé «scandaleuse» la présentation d'un marin détenu à la télévision et le premier ministre Tony Blair a affirmé sa détermination à isoler l'Iran tout en appelant à la patience.

«Nous devons simplement poursuivre avec la fermeté et la détermination nécessaires, mais nous devons également être patients, car il n'y a qu'une seule conclusion possible à cela, c'est que notre personnel soit relâché sain et sauf», a déclaré M. Blair.

«Ce que les Iraniens doivent comprendre, c'est que s'ils continuent dans cette voie, ils feront face à un isolement croissant», a-t-il prévenu.

«Je voudrais présenter mes excuses pour être entré dans vos eaux sans permission», dit le marin, Nathan

Thomas Sommers, dans une déclaration diffusée par la télévision officielle iranienne en langue arabe Al-Alam.

Il ajoute que les autorités iraniennes se sont montrées «très amicales» et se dit «très reconnaissant qu'aucun mal ne [leur] ait été fait».

Al-Alam, qui avait diffusé mercredi les premières images des captifs, montre le marin assis à côté d'un autre militaire non identifié et la seule femme de l'équipe, Faye Turner, 26 ans.

Cette dernière avait déjà affirmé mercredi avoir pénétré dans les eaux iraniennes, contrairement à ce que soutient la Grande-Bretagne, selon laquelle son équipage se trouvait dans les eaux irakiennes au moment de sa capture.

Parallèlement, l'Iran a rendu publique hier une troisième lettre attribuée à Mme Turney. «Nous devons commencer à retirer nos forces d'Irak», affirme cette lettre datée du 27 mars et adressée au peuple britannique.

«Utiliser notre personnel militaire à de telles fins de propagande est scandaleux», s'est insurgé un porte-parole du Foreign Office.

Les Britanniques n'ont pas oublié comment huit de leurs soldats avaient été capturés en juin 2004 dans les eaux iraniennes et relâchés trois jours plus tard après avoir subi un simulacre d'exécution.



REUTERS

Le gouvernement britannique s'est dit scandalisé par la présentation des prisonniers à la télévision.

M. Ahmadinejad a exigé les excuses de Londres. «Ces dernières années, les forces britanniques ont violé le droit international et franchi les frontières iraniennes, la Grande-Bretagne devrait présenter des excuses», a-t-il dit dans un entretien téléphonique avec

le premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan.

Dans une «note diplomatique formelle» remise par Téhéran à l'ambassade de la Grande-Bretagne, l'Iran a toutefois adopté un ton plus modéré, dénonçant un «acte illégal» et réclamant des «garanties pour éviter la récurrence de tels actes» mais ne formulant pas de demande d'excuses.

Les 27 pays membres de l'Union européenne ont pour leur part demandé à Téhéran de libérer immédiatement les marins, dont la capture constitue «une violation du droit international».

«Si les citoyens britanniques ne sont pas relâchés dans un avenir proche, l'UE décidera de mesures appropriées», affirme la déclaration commune, qui n'explique pas quelles pourraient être ces mesures.

La veille, Londres avait déjà reçu le soutien du Conseil de sécurité de l'ONU, dont les membres ont appelé à une «résolution prompte» de la crise et exprimé «leur profonde préoccupation».

La Russie a de son côté invité l'ONU à préparer un «rapport indépendant».

«La situation actuelle demande une étude approfondie de l'incident, compte tenu des divergences entre Londres et Téhéran sur cette situation conflictuelle», selon le ministre russe des Affaires étrangères.

Agence France-Presse

## Hélicoptère somalien abattu en Somalie

Mogadiscio — Un hélicoptère de l'armée éthiopienne, alliée aux forces gouvernementales somaliennes, a été abattu par un missile, hier à Mogadiscio, au deuxième jour d'une vaste offensive des soldats éthiopiens contre les insurgés qui a fait des dizaines de morts.

Il s'agit des «pires affrontements depuis plus de 15 ans», selon le Comité international de la Croix-Rouge, qui parle de «dizaines de morts et de centaines de blessés», essentiellement des civils. Selon un décompte de l'AFP réalisé à partir de témoignages et de sources hospitalières, au moins 55 personnes ont été tuées en deux jours dans la capitale somalienne.

Le représentant spécial de l'ONU pour la Somalie, François Fall, a appelé à un cessez-le-feu, doutant que «le désarmement [des insurgés] par la force puisse être le moyen adéquat». Hier, les affrontements ont cessé à la tombée de la nuit, comme la veille, après une journée d'intenses combats à l'arme lourde.

À la mi-journée, un hélicoptère MI-24 de l'armée éthiopienne a été touché par un missile avant de s'écraser près de l'aéroport international de la capitale, où il ne restait plus que sa carcasse fumante.

Les deux passagers ont été tués, selon le capitaine Paddy Ankunda, porte-parole du contingent ougandais de la force de paix africaine en Somalie (AMISOM). «Un de nos hélicoptères est hors service, nous publierons un rapport une fois l'enquête terminée», a déclaré à Mogadiscio un responsable éthiopien.

Les islamistes, pour la plupart chassés il y a trois mois de Mogadiscio et des régions du centre et du sud de la Somalie, avaient menacé de s'en prendre aux forces étrangères, notamment éthiopiennes, qui les avaient défaits.

Agence France-Presse

## La Russie veut participer à un «bouclier collectif»

Moscou — La Russie est «prête» à participer à la création d'un système collectif de défense antimissile en Europe et n'exclut pas le déploiement d'éléments de ce système sur le territoire russe, a affirmé hier un haut responsable du ministère russe des Affaires étrangères.

«Il faut d'abord analyser les menaces qui existent. Si nous concluons qu'elles sont réelles, nous sommes prêts à participer à la création d'un système de défense antimissile collectif pour le continent européen, avec la participation des Américains», a affirmé ce diplomate, sous couvert de l'anonymat, à Moscou. «Pour s'opposer à la menace émanant de la Corée du Nord et de l'Iran, il est plus facile de le faire en utilisant notre territoire. Pourquoi ne pas y participer?», a estimé ce responsable. «Certains de nos partenaires ne comprennent pas que notre psychologie et notre vision du monde ont changé. Il n'y a rien d'impossible pour la Russie si l'attitude envers elle est normale», a-t-il ajouté.

Moscou s'élève en revanche avec force contre le projet unilatéral des Américains d'installer des éléments de leur bouclier antimissile en Pologne et en République tchèque, dans une zone considérée par la Russie comme vitale pour leur sécurité.

Les États-Unis vont proposer à la Russie de coopérer largement dans le secteur de la défense antimissile, a indiqué la délégation américaine à l'OTAN dans une déclaration. Cette coopération «bilatérale», qui sera discutée lors de la prochaine réunion du Conseil OTAN-Russie, le 19 avril à Bruxelles, «pourrait inclure le partage de technologie et la mise au point de systèmes antimissiles compatibles», indique dans ce texte l'ambassadrice des États-Unis auprès de l'OTAN.

Agence France-Presse

**DÉJEUNER-CAUSERIE**

L'accès à l'éducation primaire dans les pays en développement : l'urgence d'agir

**Paul Gérin-Lajoie**

Président fondateur et Président du conseil de la Fondation Paul Gérin-Lajoie

M. Gérin-Lajoie viendra parler de la nécessité d'agir concrètement afin d'aider les pays en développement à assurer l'éducation primaire pour tous, un des Objectifs du Millénaire des Nations Unies qui est loin d'être réalisé. En se basant sur le travail effectué par la Fondation, M. Gérin-Lajoie proposera des solutions permettant un meilleur accès à l'éducation de base dans les pays en développement comme, par exemple, en s'appuyant sur les communautés locales et sur une véritable participation de celles-ci à la gestion de leurs écoles. Après 60 années d'action et d'observation, de responsabilités politiques en éducation et en coopération internationale, cette conférence au CORIM de Paul Gérin-Lajoie, se veut à la fois un bilan et un appel à tous.

**LE CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MONTRÉAL**

Après son allocution, Monsieur Gérin-Lajoie répondra aux questions de l'auditoire.

Inscription : [www.corim.qc.ca](http://www.corim.qc.ca)

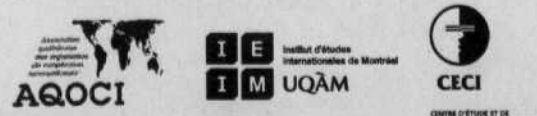
Information : (514) 340-9622

**Le mercredi 11 avril 2007 de 12h00 à 14h00**

Admission :  
 Membre CORIM et AQOCI : 60.00\$  
 Non-Membre : 90.00\$  
 Table (8) Membres CORIM et AQOCI : 420.00\$  
 Table (8) Non-Membres : 650.00\$

Hôtel Omni Mont-Royal  
 Salon des saisons  
 1050, rue Sherbrooke Ouest  
 Montréal (Québec)

Avec la collaboration de :



Avec l'appui de :



**LE DEVOIR**

● ● ●

**« Un documentaire politique qui invite à une nouvelle révolution tranquille. »**

Gérard Bérubé, Le Devoir

● ● ●

**« Ce film « coup de poing » dénonce les travers du modèle québécois. »**

Sylvie Dugas, Journal de Montréal

● ● ●

**« Le documentaire brasse la cage, bouscule et provoque la réflexion... »**

Maurice Cloutier, La Tribune

● ● ●

**« Un documentaire absolument unique ... qui en regorge d'opinions extrêmement, fermement et intelligemment exprimées par des gens qu'on n'entend jamais. »**

René Homier-Roy, Radio-Canada

● ● ●

**« Ce film est à la situation financière du Québec ce que An Inconvenient Truth, le fameux documentaire d'Al Gore, est au réchauffement de la planète. Un électrochoc. »**

Richard Martineau, Journal de Montréal

L'ILLUSION  
TRANQUILLE

LE MODÈLE QUÉBÉCOIS : SI ÇA MARCHAIT, ON LE SAURAIT !

DIMANCHE 1<sup>er</sup> AVRIL À 19H

en rappel vendredi 6 avril à 13h

canald.com

# ACTUALITÉS

## SOUVERAINETÉ

SUITE DE LA PAGE 1

plus populaire que son option.

Résultat des courses: bon nombre de ces électeurs qui se déclarent souverainistes ont accordé leur vote à l'ADQ lundi, sans compter ceux qui ont opté pour les verts, pour Québec solidaire, ou qui sont carrément restés chez eux.

### Discours identitaire

Comment une telle faction de souverainistes a-t-elle pu faire le saut à l'ADQ? La question est complexe et il faudra certainement plusieurs mois avant d'y voir clair. Cependant, plusieurs observateurs pointent déjà en direction du sentiment identitaire, que l'ADQ aurait mieux su incarner à l'extérieur de Montréal.

«Nos nationalistes ont eu le sentiment que le vrai défenseur de l'identité québécoise, c'était Mario Dumont. Ça fait mal», avance l'historien Éric Bédard, qui présidait le comité des jeunes du PQ au moment du référendum de 1995. Selon lui, c'est le discours du chef adéquatiste sur les accommodements raisonnables qui a été le point tournant. «En disant que ce n'est qu'une question de droits et de libertés, André Boisclair a laissé le cheval de l'identité québécoise, dont Mario Dumont s'est emparé. Cela a été le laissez-passer pour aller vers l'ADQ», poursuit M. Bédard, qui trace un parallèle avec la position du premier ministre unioniste Jean-Jacques Bertrand en faveur du libre choix en matière de langue d'enseignement en 1969 (bill 63), ce qui lui avait coûté la victoire par la suite.

Pour M. Bédard, le Parti québécois a mis en sourdine le discours identitaire dans son argumentaire depuis le traumatisme causé par la déclaration de Jacques Parizeau sur le vote ethnique le soir du référendum de 1995. «On a tellement voulu montrer patte blanche qu'on a tourné le dos au pathos identitaire. Ça ne sentait pas bon, ça sentait l'ethnicisme», fait valoir M. Bédard, qui estime que le PQ a fait la promotion d'un «souverainisme dénationalisé». «On veut faire la souveraineté au nom de la vertu supérieure du peuple québécois, plus écologiste, social-démocrate, ouvert sur le monde, plutôt que parce que nous sommes un peuple inscrit dans l'histoire, qui veut s'inscrire aussi dans la durée», analyse l'historien.

Tout en jugeant adéquate la réponse du chef péquiste aux accommodements raisonnables, le président de la Société Saint-Jean-Baptiste, Jean Dorion, est lui aussi d'avis que la question identitaire est négligée dans le discours péquiste depuis plusieurs années. Il cite en preuve le peu de cas fait de la langue française dans le programme péquiste. «C'est même le parti qui en a le moins parlé», déplore M. Dorion, rappelant que le PQ n'a pas fait entrer en vigueur la loi adoptée en 2003 qui faisait du français la langue des communications de l'État. «M. Dumont a fait vibrer la corde identitaire d'une façon pas très saine. Cela a contribué à le faire monter et à distraire les gens de questions tellement plus importantes, comme le bilinguisme de la société et l'hégémonie de l'anglais», croit M. Dorion, qui dénonce le fait que la moitié des nouvelles infrastructures hospitalières de la métropole sera gérée en anglais.

Au discours identitaire, pierre d'assise du Parti québécois dès sa fondation, a succédé un autre discours, plus pragmatique, qui s'est appuyé entre autres sur le déséquilibre fiscal au cours des dernières années. Cette réorientation a mené à une argumentation un peu trop «comptable» au goût du président du Conseil de la souveraineté, Gérard Larose. «Ma préoccupation, c'est que la souveraineté redevienne une question identitaire et moins une question comptable, de bouts de ski, moins une question de stratégie où on travaille sur les modalités et le calendrier», plaide l'ancien syndicaliste, convaincu qu'il faut main-

tenant recréer une nouvelle coalition souverainiste puisque le PQ n'en est plus une en soi.

«Ça reste à inventer. J'ai récemment rencontré des artistes qui étaient eux aussi surpris des résultats électoraux. Ils pensent qu'il faut qu'on reparte du pays, mais pas comme des comptables», explique M. Larose.

### L'autonomie

Une autre explication de la désertion de plusieurs souverainistes vers l'ADQ pourrait se trouver du côté de la position autonomiste de ce parti. La célèbre boutade d'Yvon Deschamps («Un Québec fort dans un Canada uni») représente peut-être encore l'idéal de plusieurs Québécois.

Mario Dumont peut-il aller au bout de sa logique et exiger de nouveaux pouvoirs à Ottawa, à la faveur d'un gouvernement conservateur? Le champ de la politique-fiction est ouvert. S'il se hissait au pouvoir, s'il osait mener cette bataille et se faisait dire non, qu'advendrait-il? Et si on lui disait oui?

«Comme c'est un film qu'on a déjà vu, il se jouerait vite. Je ne crois pas qu'on va veiller tard sur la question de l'autonomie. Je ne sais même pas si Mario Dumont va avoir la force d'aller au bout du processus», affirme Gérard Larose. Celui-ci est convaincu qu'un hypothétique pèlerinage de Mario Dumont à Ottawa se terminerait dans le même «cul-desac» que celui où avait abouti Robert Bourassa. «[Les adéquatistes] vont finir par se démarquer: les uns seront canadiens, les autres québécois.»

Jean Dorion juge lui aussi la position autonomiste de l'ADQ complètement «réaliste». «Si Mario Dumont va à Ottawa et se fait dire non, peut-être que cela pourrait aider un parti indépendantiste ou l'idée d'indépendance», avance-t-il prudemment avant de préciser que le PQ ne doit surtout pas laisser de terrain à l'ADQ. Une chose est certaine, tant pour M. Dorion que pour plusieurs autres indépendantistes: le PQ ne doit pas re-

noncer à son option et devenir une deuxième ADQ. «Ce serait la mort du PQ. On ne peut pas battre un tel parti populiste sur son propre terrain», lance-t-il.

Moins tranché, le philosophe Michel Seymour, ex-président des Intellectuels pour la souveraineté, est prêt à appuyer Mario Dumont s'il se lance dans une quête constitutionnelle. «Si on transformait radicalement l'État fédéral en un État multinational, je deviendrais moi-même un fédéraliste. Mais je suis souverainiste parce que je crois que c'est devenu impossible», fait-il valoir, conscient que les péquistes sont plutôt réfractaires à une telle ouverture. «On refait le script de Meech, mais cette fois-ci, peut-être qu'on aurait autre chose qu'un premier ministre qui, en fait, ne voudrait jamais de la souveraineté comme Bourassa», suggère M. Seymour.

Pour l'heure, de telles questions ne se posent pas: Mario Dumont n'est pas premier ministre et ne peut donc pas formuler de demandes à Ottawa. Les souverainistes en sont plutôt à se demander comment traverser le désert.

Pour les militants de la première heure, quelques leçons doivent d'abord être tirées de la campagne électorale. D'abord, un chef en campagne ne doit plus être encarcené dans un échecancier référendaire trop strict, qui le mène à promettre un référendum le plus tôt possible au cours d'un premier mandat et à pousser l'audace jusqu'à vouloir le tenir en situation de gouvernement minoritaire.

C'est notamment l'avis de l'ancien ministre péquiste Marc-André Bédard. «Les Québécois n'acceptent pas que le premier ministre de tous les Québécois soit enchaîné sur la stratégie et sur le moment de la réaliser par un parti», fait valoir M. Bédard, dont le fils, Stéphane, est aujourd'hui député de Chicoutimi.

Selon M. Bédard, les souverainistes doivent cesser de chercher «des raccourcis» pouvant mener à la souveraineté. «Faire la souveraineté, c'est convaincre,

animer un milieu et sa population, s'inscrire dans tous les secteurs d'activité», plaide-t-il.

Le conseil du sage péquiste qui fut aux côtés de René Lévesque dès la fondation du Parti québécois reçoit écho dans les propos de Gérard Larose et de Jean Dorion. «Il faut reprendre la pédagogie de la souveraineté. Il n'y a eu aucune démarche dynamique sur l'indépendance depuis des années, et pas juste sous Boisclair: ça remonte au départ de Jacques Parizeau. On dirait qu'on attend que l'idée se diffuse d'elle-même dans la population», déclare Jean Dorion.

Celui qui a la tâche titanesque de faire la promotion de la souveraineté à l'extérieur du cadre péquiste, Gérard Larose, pense lui aussi que tous les enjeux doivent être «traités systématiquement à l'aulne du projet à construire». «Le développement local, les accommodements raisonnables, le développement durable, etc., il faut systématiquement imposer notre point de vue indépendantiste», plaide-t-il. À l'instar de Marc-André Bédard, il conclut que les Québécois en ont assez de «la fixation sur la modalité référendaire et sur son calendrier». «Pour moi, c'est secondaire. On n'est plus prêts à parler de la question de la souveraineté sur la question de la modalité. Sur celle d'un projet de société à construire, oui!»

Le lendemain de veille est difficile pour les souverainistes, qui doivent encore comprendre ce qui s'est produit lundi, panser leurs plaies, reprendre leur souffle. Mais la plupart des souverainistes interrogés ne sont pas prêts à renoncer au pays. L'idée saurait-elle traverser la tempête? Seul l'avenir le dira. Ceux qui s'ennuient déjà des débats référendaires peuvent toujours se sustenter partiellement en suivant les élections écossaises du 1<sup>er</sup> mai prochain, alors que le Parti national écossais (SNP), qui domine dans les sondages, promet un référendum sur l'indépendance.

Le Devoir

## KRUGER

SUITE DE LA PAGE 1

Entreprise familiale, donc peu bavarde sur le sujet de ses finances, Kruger est un fabricant de pâtes et papiers qui compte environ 10 000 travailleurs. La société, qui en est à sa troisième génération, a été fondée par Joseph Kruger en 1904. Il s'agissait à l'origine d'un commerce de papiers fins à Montréal. Au fil du temps, elle a pris de l'ampleur et tente aujourd'hui de se diversifier après avoir acheté la Maison des futailles et créé une division de vins et spiritueux.

### Sort des travailleurs en région

Profondément déçu du sort de l'industrie forestière sur la Côte-Nord et de l'inaction des gouvernements à certains égards de la crise, le président du syndicat de Ragueneau a affirmé hier que la menace planait depuis trois ans. «Mais la nouvelle nous a été annoncée jeudi à 15h. C'est le coup final», a dit Robert Dugas, président de la section locale 2250. Selon lui, la moyenne d'âge est d'environ 28 ans, mais il y a des employés jusque dans la cinquantaine avancée. Les travailleurs gagnent un salaire moyen de 18 \$ l'heure.

«Du jour au lendemain, comme ça, il y en a qui ne réussissent pas à se replacer, sauf peut-être dans une autre scierie, a ajouté M. Dugas. Mais là, des scieries, il y en a de moins en moins. À terme, il en restera peut-être une ou deux sur toute la Côte-Nord. Donc, il y aura de la main-d'œuvre en masse, mais les autres, il n'y a rien qui les attend. À moins qu'on leur donne une formation et qu'on les reconduise dans un autre secteur.»

Jusqu'à présent, la crise forestière a fait disparaître au moins 8000 emplois au Québec, sinon plus. Au moment de la commission Coulombe portant sur les pratiques de coupe, le nombre d'emplois fournis par l'industrie était globalement estimé à 100 000.

La hausse de 37 % du dollar canadien entre 2002 et aujourd'hui est en partie responsable de la crise, après quoi suivent les coûts énergétiques et de la fibre, le conflit du bois d'œuvre avec les Américains et la réduction de 20 % des coupes imposée par le rapport Coulombe. Le ralentissement de la construction résidentielle aux États-Unis est venu compliquer la situation.

Le Conseil de l'industrie forestière du Québec a évoqué la question du bois d'œuvre la semaine dernière. «Avec l'arrivée du printemps, les prix affichent traditionnellement une hausse qui s'explique par la reprise de la construction dans le nord des États-Unis et au Canada», avait affirmé dans un communiqué son p.-d.g., Guy Chevette. «Or, non seulement n'observons-nous pas cette hausse cette année, mais depuis quelques semaines c'est le contraire qui se produit.»

M. Chevette disait craindre que, «sans un redressement rapide», d'autres usines devraient cesser leurs activités. «Aucune entreprise ne peut perdre de l'argent sur une base permanente sans avoir à faire, un jour ou l'autre, des choix difficiles.»

### Investissement à Trois-Rivières

Le syndicat soupçonne que la décision de Kruger est liée à une récente annonce faite conjointement avec le gouvernement Charest. Le 23 février, Kruger a annoncé qu'elle investira 200 millions à Trois-Rivières afin d'y construire un atelier de désencrage. Ce projet, auquel Québec verse une aide de 50 millions et un prêt de 50 millions, lui permettra de fabriquer du papier à haute teneur en fibres recyclées.

Or, du même coup, l'utilisation de fibres recyclées pour le papier diminuera substantiellement la consommation de copeaux, lesquels proviennent des usines de bois d'œuvre comme celles qui fermeront temporairement. «Pour avoir des copeaux, il faut faire du bois d'œuvre. Or, avec la réduction de demande dans les autres établissements, le coût du bois est trop cher, alors ils vont fermer ça pendant un an, un an et demi, jusqu'à ce que le marché reprenne», a dit M. Dugas.

Le porte-parole de Kruger, Jean Majeau, a affirmé que cette allégation ne tient pas debout, car le projet de construction à Trois-Rivières prendra deux ans et demi. «C'est vraiment le marché du bois d'œuvre», a-t-il affirmé.

Le Devoir

## BOISCLAIR

«Le fait d'être célibataire a été, je pense, bien plus néfaste pour son image que le fait d'être homosexuel»

SUITE DE LA PAGE 1

avec l'homosexualité? Il faut se le demander», a indiqué aux journalistes cette candidate défaite dans le comté de Groulx.

Au cours de la campagne, des électeurs lui auraient notamment fait part de leur incapacité à trouver André Boisclair crédible lorsqu'il parle de la famille. Son collègue Claude Pinard (défait dans Saint-Maurice) a lui aussi mentionné que «beaucoup, beaucoup de gens ne pouvaient pas accepter la personnalité» de M. Boisclair.

Plusieurs échos semblables ont été entendus sur le terrain de la campagne et lors du porte-à-porte des candidats. Sans qu'on le dise tout haut, l'homosexualité d'André Boisclair a dérangé quelques électeurs. Combien? Impossible, bien sûr, de quantifier cela. Mais suffisamment pour que la question ressorte une fois la campagne terminée.

Oui, mais... répond Michel Dorais, sociologue de la sexualité et auteur célèbre de plusieurs livres sur l'homosexualité. Il faut faire attention à ce portrait de surface. «Ce n'est certainement pas le fait d'être homosexuel qui a le plus nui à M. Boisclair durant la campagne», affirme cet enseignant à l'Université Laval. Il relève plutôt que M. Boisclair a entre autres souffert d'une profonde carence... de famille.

«Ça m'a vraiment frappé. L'homme seul de cette campagne n'a pas été Mario Dumont mais André Boisclair. Le fait d'être célibataire a été, je pense, bien plus néfaste pour son image que le fait d'être homosexuel.» Non seulement célibataire, note M. Dorais, mais aussi toujours seul en piste. «À part sa famille politique, on ne l'a jamais vu entouré de proches. Même s'il n'a pas de conjoint, il doit bien avoir des proches, non? Un homosexuel a aussi une famille, des amis. Or on ne les a jamais vus.»

Cet «isolement» apparent a projeté l'image d'un homme «un peu coupé de tout», «froid», comme s'il «n'avait pas de vie normale en dehors de la politique». En comparaison, on a souvent vu les épouses et les enfants de Jean Charest et de Ma-

rio Dumont à l'écran. «On sent de cette façon qu'ils ont une vie «normale», estime le sociologue, qui rappelle que tous les premiers ministres du Québec depuis Maurice Duplessis étaient mariés ou l'avaient déjà été.

### Effet inverse

Les commentaires de la candidate Rachel Gagnon ont fait bondir Michel Dorais, lui-même homosexuel. «J'ai refusé plusieurs entrevues durant la campagne parce qu'il me semblait que ce thème n'était pas important dans la campagne. Mais là, le message qu'elle passe, c'est qu'un homosexuel ne peut pas avoir droit aux mêmes postes que les autres. C'est une forme de discrimination, et je suis convaincu que ni Jean Charest ni Mario Dumont n'auraient laissé passer ça. Est-ce qu'on pourrait dire la même chose d'un Noir ou d'une femme?»

En prenant appui sur les résultats de lundi, Laurent McCutcheon, président de Gai Ecoute, illustre le manque de rigueur de l'équation associant homosexualité et défaite. «Agnès Maltais a été élue facilement à Québec, de même que Sylvain Gaudreault au Saguenay [le candidat visé par Louis Champagne dans l'affaire du «club de tapettes»]. Tout le monde connaît l'orientation sexuelle des deux et ça ne pèse pas dans la balance. Je pense que pour chaque vote qu'on perd, il y a un vote de sympathie qui le comble. Au final, l'effet est probablement neutre.»

C'est aussi ce que croit le politologue Réjean Pelletier (Université Laval). Il y a bien sûr une frange de la société qui est mal à l'aise avec l'homosexualité, mentionne-t-il, mais en général, l'effet est équilibré. «On l'a vu au Saguenay avec M. Gaudreault: l'histoire Champagne a constitué un effet positif dans sa campagne et a créé un courant de sympathie pour lui.»

Michel Dorais pense également que le vote homophobe est faible au Québec, que ce soit à Montréal ou en région, où il a longtemps vécu. «Quelqu'un qui se tient debout est toujours apprécié au Québec», dit-il. Le problème de M. Boisclair est vraiment ailleurs, selon lui, notamment dans son «manque de chaleur»,

chose que Laurent McCutcheon remarque aussi.

«Il reste bien sûr de l'homophobie au Québec, indique M. McCutcheon. Mais le monde entier nous reconnaît comme une des sociétés les plus progressistes sur ce plan. André Boisclair est homosexuel, c'est vrai, mais il faut voir jusqu'à quel point c'est un facteur important de sa personnalité, entre les autres facteurs qui font qu'une personnalité publique passe la rampe ou pas.»

### Un peu plus, un peu moins...

Or M. McCutcheon juge que le chef péquiste pourrait afficher plus librement son orientation sexuelle. «Il faut être capable de le faire quand on décide d'annoncer publiquement qu'on est homosexuel. La vie privée, c'est ce qui concerne sa vie sexuelle, pas son orientation. On ne peut pas choisir de laisser de grands bouts à la maison. Sinon, ça laisse de la place au chantage, aux rumeurs...»

Encore faut-il trouver la bonne façon de le faire, note le politologue Christian Dufour, chercheur à l'ENAP. Là où certains trouvent André Boisclair trop timide dans son affirmation, lui perçoit le contraire. «Il a fait de graves erreurs de jugement là-dessus. Le sketch de Brokeback Mountain, son passage à Tout le monde en parle, où il s'amusait avec Dany Turcotte... C'était trop. Ça donné l'impression qu'André Boisclair est d'abord et avant tout homosexuel. Les Québécois sont prêts pour un premier ministre homosexuel, mais pas pour un premier ministre qui se montre d'abord et avant tout homosexuel. Il a trop banalisé ça.» M. Dufour ne croit toutefois pas que cela ait joué un grand rôle dans les élections de lundi.

«Il faut prendre la défaite péquiste dans son contexte, résume Réjean Pelletier. C'est sûr que certains doivent trouver ça étrange d'entendre M. Boisclair parler de la famille. Et que peut-être qu'il a perdu certains votes pour ça. Mais le problème n'est pas là principalement. Si des candidats s'arrêtent à l'homosexualité du chef pour expliquer cette défaite, ils se trompent de cible et rateront une bonne occasion de réflexion.»

Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

### Comment nous joindre ?

#### La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

#### La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

### Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

### Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

### L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390